

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

SIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

Documents officiels



**2215e
SÉANCE PLÉNIÈRE**

Lundi 15 avril 1974,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Point 7 de l'ordre du jour: Etude des problèmes des matières premières et du développement (<i>suite</i>)	1
Déclaration du représentant de la Sierra Leone	21

Président : M. Leopoldo BENITES (Equateur).

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

**Etude des problèmes des matières premières
et du développement (*suite*)**

1. M. RABASA (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] :
Ma délégation se joint aux condoléances déjà exprimées ce matin par d'autres délégations à la suite du décès de M. Ismael Byne Taylor-Kamara, représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies.

2. Monsieur le Président, je vous apporte le salut des nombreux amis que vous avez su vous faire au Mexique, tant sur le plan officiel que sur le plan personnel, et je voudrais également vous présenter les félicitations de nous tous pour votre maintien justifié au poste que vous occupez en ce moment.

3. Nous partageons tous l'opinion que vous avez exprimée dans votre discours inaugural à cette session [2207^{ème} séance], selon laquelle, si nous ne pouvons espérer trouver des solutions à une question aussi vaste dans un temps aussi court, nous pourrions par contre nous mettre d'accord sur la nécessité urgente de procéder à un examen tout à fait nouveau des problèmes économiques internationaux.

4. Au Secrétaire général, je dirai que, dans mon pays, existent toujours les bons sentiments qu'il a su susciter lorsque, au début de cette année, nous avons eu l'honneur de le recevoir au Mexique. A ce moment-là, il a dit que si la Charte des droits et devoirs économiques des Etats avait existé, beaucoup des graves problèmes qui affectent aujourd'hui tous les pays du monde tels que la crise alimentaire et celle de l'énergie, auraient pu être évités. Cela est absolument certain.

5. Seuls ceux qui se refusent à une évaluation honnête du devenir historique de notre temps ou ceux qui veulent maintenir un passé injuste et figé, ignorent que nous vivons ou que nous devons provoquer une véritable révolution mondiale qui ne saurait être conçue comme un simple changement d'appellation mais comme une modification authentique des structures socio-économiques. Celui qui vous parle vient d'un pays d'où précisément, au début de ce

siècle et grâce à l'adoption d'une Constitution progressiste, ont disparu radicalement les vestiges d'un féodalisme exploiteur et inique, et qui a vu la substitution d'un ordre nouveau cherchant inlassablement à faire du peuple l'unique classe privilégiée. C'est là une occasion propice pour que les principes de justice sociale et économique passent du niveau national, où ils ont existé jusqu'à présent, au plan universel contemporain.

6. La révolution mondiale et totale que nous appelons devra mettre sur pied des procédures et des systèmes qui, entre autres objectifs, devront mettre un terme aux déséquilibres commerciaux aigus qui affectent nos conditions d'échange; ils devront résoudre les problèmes alimentaires que connaissent de larges régions de la planète; ils devront établir des niveaux appropriés de croissance des prix pour l'énergie et les autres matières premières; ils devront s'occuper de l'explosion démographique; ils devront permettre l'utilisation équitable des ressources de la mer et la conservation d'un milieu favorisant le développement sain des générations à venir.

7. Au Club de Rome, qui a tenu à Salzbourg, au début du mois de février de cette année, une réunion très importante qui n'a pas été seulement le centre d'un débat académique mais a bénéficié de la présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, le Président du Mexique, Luis Echeverría, a parlé d'une société universelle en rupture de ban. Il a dit à ce propos :

"Nous considérons qu'il est absolument indispensable de procéder à une réinterprétation de la crise. Il serait inadmissible et peu pratique que les solutions à la situation actuelle soient recherchées à partir de données économiques et politiques des nations les plus puissantes."

8. Pour cela, mon pays a, depuis lors, exprimé son approbation sans réserve pour la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que l'a demandé le Président de l'Algérie, M. Houari Boumediène [A/9541].

9. Le droit à la paix, fondement indispensable de l'Organisation des Nations Unies, ne saurait se concevoir sans un droit au développement. Mais nous ne pouvons pas, nous ne devons pas nous arrêter à une politique simpliste de développement. Le développement, pour être efficace, doit être harmonieux et avoir pour objectif l'amélioration de tous les peuples et pas seulement celle de quelques-uns, l'amélioration de tous les hommes et pas seulement celle de quelques classes privilégiées. "Le développement auquel aspirent nos peuples" — a dit à Salzbourg le Président du Mexique — "tend vers l'élévation généralisée de la qualité de la vie."

10. Si nous affirmons que nous voulons la paix, nous devons nous efforcer de faire en sorte que l'on respecte les conditions indispensables au règne de la paix, et l'une de ces conditions est la juste répartition, sur le plan international, des revenus. Si nous désirons un développement complet, recelant des possibilités semblables pour tous les pays, nous devons adopter des mesures qui nous permettent de mettre au point une stratégie globale qui corrigerait de manière radicale et révolutionnaire l'inégalité actuelle.

11. Le tiers monde n'est pas un ensemble de pays ayant pour but de s'opposer aux autres. La misère, l'insalubrité et l'ignorance sont les ennemis communs de toute l'humanité.

12. Si nous échouons, si ce dialogue ne porte pas de fruits, la paix cessera d'exister, le déséquilibre social et les tensions politiques plongeront le monde dans le chaos ou dans la guerre. Au concept traditionnel de la guerre, il faudrait alors ajouter un nouveau concept, bien plus insidieux celui-là, produit de notre temps, et qui dérive du recours à l'intervention, de l'exploitation et de l'isolement économiques. Et cette deuxième forme est encore plus cruelle, puisque plus sournoise et intéressant plus des deux tiers de la population mondiale.

13. Dans une telle situation, il faut absolument respecter certaines règles fondamentales, dont les deux suivantes : d'une part, les pays ayant un niveau de revenu élevé devraient augmenter de manière substantielle l'assistance technique et financière pour étayer les efforts des pays en voie de développement, facilitant ainsi le transfert des techniques à des conditions justes et raisonnables et sans lier les crédits à des conditions commerciales qui ne font qu'accentuer la dépendance économique et dénaturer les échanges internationaux.

14. D'autre part, la coopération entre les pays en développement devrait recevoir un nouvel élan, tant pour la défense de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles que pour les prix des produits de base à l'exportation. Il est également primordial et impérieux, dans un tel contexte, d'améliorer les conditions d'accès de ces produits aux marchés internationaux.

15. Ceux qui soutiennent des vues particularistes — et donc égoïstes — ne comprennent pas l'importance des nouvelles règles, et ils s'exposent à subir au fil des ans les conséquences négatives qu'ils auront contribué à déclencher. L'absence de capitaux internes chez les pays en développement fait que ces derniers se sont endettés à l'extérieur, ce qui, bien qu'ayant contribué à leur développement, affecte de façon constante et croissante leur balance des paiements. On estime que la dette extérieure exige de ces nations un paiement de quelque 9 milliards de dollars par an, montant qui, ajouté à l'hémorragie de capitaux du fait des entreprises transnationales, aux dépenses dues à l'augmentation des prix alimentaires et énergétiques et à l'insuffisance des exportations, réduit à peu près à néant toute possibilité de participer à l'acquisition d'articles manufacturés et des fruits de la technique moderne.

16. En d'autres termes, pour obtenir des gains rapides, excessifs et de monopole aujourd'hui, on accélère la pauvreté des pays en développement, ceux-là mêmes qui,

demain, n'auront pas de quoi acheter. Ainsi, les pays industrialisés sont en train de creuser leur propre tombe. L'opulence insolente d'aujourd'hui va se transformer en une humble pauvreté demain, à moins que ces pays comprennent qu'il est de leur propre intérêt d'alléger la situation des pays en voie de développement.

17. En dépit des appels politiques réitérés en faveur d'une coopération internationale plus large, la plus grande partie de l'humanité est encore réduite à vivre dans des conditions intolérables, près de 25 p. 100 de la population mondiale devant survivre avec seulement 30 cents des Etats-Unis par jour. D'un autre côté, il n'est pas acceptable que quelques pays, représentant moins d'un tiers de la population mondiale, consomment encore plus de 70 p. 100 des biens disponibles dans le monde.

18. Les pays en développement devront déboursier 15 milliards de dollars supplémentaires pour compléter leur production nationale alimentaire et énergétique. Il convient de rappeler que cette somme correspond à peu près à la somme qui sera dépensée en armements au cours des trois semaines que durera probablement cette session extraordinaire de l'Assemblée générale, comme nous l'a dit le Secrétaire général mardi dernier [2207ème séance].

19. L'influence énorme des entreprises transnationales sur la production et le commerce est un fait qui accentue les problèmes que j'ai mentionnés. Selon diverses estimations, en 1985, les 80 p. 100 de l'industrie des pays à économie de marché seront contrôlés par 300 à 400 entreprises transnationales.

20. En ce moment, les chiffres qui prouvent ce contrôle sont à la fois révélateurs et effrayants. L'industrie pétrolière est aux mains de sept compagnies, la pétrochimie est dominée par 15 entreprises, l'électronique professionnelle par 10, la production de pneus par 8, l'industrie du verre par 5 et celle du papier par 9.

21. Bien plus, lorsque leur appétit insatiable de lucre n'est pas satisfait, ces sociétés, par la pression politique, violent les principes longuement établis de la non-intervention et de l'autodétermination des peuples.

22. Aujourd'hui, on a constaté que la technique est aussi importante que les matières premières. Pour de nombreux pays, l'assistance technique et financière dans des conditions justes a autant d'importance que les matières premières en ont pour d'autres pays. Aucun Etat n'est disposé à garantir la continuité de la fourniture de ses matières premières s'il ne dispose pas de son côté d'un flot constant et approprié de technique et de ressources financières. C'est donnant donnant. Tout doit s'inscrire dans l'effort commun et solidaire entre pays développés et pays en voie de développement. Ceux qui possèdent la technique nécessaire et ceux qui fournissent les matières premières doivent retirer des bénéfices fondés sur l'égalité car leurs efforts et leur responsabilité sont égaux.

23. L'interdépendance entre tous les pays s'accroît de plus en plus. C'est là le principe essentiel qui donne un sens à cette réunion de l'Assemblée générale. La prétendue crise de l'énergie nous a fait prendre conscience de deux choses : premièrement, le caractère limité des ressources naturelles du monde et, deuxièmement, la dépendance de tout Etat, si riche soit-il, face aux autres Etats.

24. Il nous faut mettre au point une véritable politique internationale des ressources naturelles. Bien que ces ressources relèvent de la souveraineté permanente de l'Etat où elles se trouvent — et ce serait là une bonne occasion pour renforcer ce principe —, il n'en est pas moins vrai que l'utilisation raisonnable et efficace de nombreuses ressources naturelles est de l'intérêt de toute l'humanité. Ces deux principes ne sont pas contradictoires; au contraire, ils se complètent.

25. Permettez-moi de rappeler à cet égard la suggestion positive faite par le Président de mon pays devant l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, au cours de la visite qu'il a faite à Rome, il y a deux mois, et d'après laquelle il convenait de créer une banque mondiale de l'alimentation et de la recherche agricole. La pénurie dramatique que connaissent tant de régions renforce l'urgence d'une action immédiate, en vue de transformer cette initiative généreuse en réalité.

26. Ce n'est pas là seulement une attitude philanthropique qui devrait amener les pays développés à coopérer sur le plan international, mais plutôt la conviction que dans le monde d'aujourd'hui toutes les nations sont interdépendantes et que les problèmes d'un pays affectent, directement ou indirectement, de manière médiate ou immédiate, tous les autres. Par exemple, — et pour ne citer que le problème le plus récent — la crise de l'énergie, où les pays producteurs ont trouvé une méthode leur permettant de s'unir pour défendre leurs intérêts vitaux communs, a affecté tous les habitants de la planète.

27. Comme l'a dit dans son éloquente intervention le chef d'Etat de l'Algérie [2208^e séance], pour consolider un ordre économique nouveau, il convient d'abord d'adopter une action collective et non des résolutions dénuées de sens et faire respecter des principes de conduite tels que celui de la coexistence pacifique, de la non-agression — surtout maintenant que le Comité responsable, après 24 ans de discussions, a approuvé une définition qui est tout à fait conforme à la Charte des Nations Unies — de la non-intervention d'un Etat ou d'un groupe d'Etats dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre, du respect de bonne foi des obligations internationales, de l'abstention de toute tentative d'hégémonie et de sphères d'influence, et le principe extrêmement important — qu'il ne faut jamais oublier — du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qui signifie, en termes concrets et actuels, l'élimination du colonialisme tant en Afrique que dans certaines régions d'Amérique.

28. Il y a deux ans, à Santiago du Chili, le monde a pris conscience de cette nécessité impérieuse et a pris les premières mesures pour mettre au point un ensemble de règles juridiques garantissant une action coordonnée en faveur de la paix par l'entremise du développement.

29. Le Président du Mexique, en présentant à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)¹ sa suggestion en vue de

préparer et d'adopter une Charte des droits et devoirs économiques des Etats, a expliqué le sens et la portée de sa proposition en disant, entre autres :

“Aucun équilibre ne peut être fondé sur l'absence d'harmonie à l'égard de la plus grande partie du monde. Nos peuples savent que leur misère produit la richesse des autres. Les rancoeurs accumulées à l'encontre du colonialisme politique renaissent maintenant à l'encontre du colonialisme économique. Construire une économie pour la paix est, à cette heure, le devoir primordial de la collectivité internationale. En revanche, se refuser à coopérer pour que diminuent les inégalités entre les peuples, c'est éviter que les principes de l'Organisation des Nations Unies n'aient un sens véritable... La tâche à accomplir relève de la présente génération et tout attermoiement n'est plus de mise.”

30. Ce sont des mobiles analogues et des sentiments aussi généreux et aussi nobles qui ont amené récemment le président Boumediène à demander la convocation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui nous réunit aujourd'hui afin d'examiner de manière positive, comme il l'a dit lui-même, la question du développement ainsi que les relations économiques internationales et toutes leurs conséquences afin d'établir un nouveau système de relations fondé sur l'égalité et l'intérêt commun de tous les Etats.

31. Ces deux initiatives, loin de se heurter, comme certains l'ont cru, de toute évidence sont complémentaires. Les pays du tiers monde l'ont vu d'une façon très claire.

32. D'une part, les débats de cette session extraordinaire où, pour la première fois, tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies sont réunis en vue d'analyser uniquement les problèmes économiques les plus importants et promouvoir l'établissement d'un nouvel ordre économique international juste, équitable et stable, ne pourraient être autre chose qu'une source supplémentaire d'inspiration pour le Groupe de travail chargé d'élaborer la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

33. D'autre part, cette Charte, que l'Assemblée générale, dans sa résolution 3082 (XXVIII), a déjà déclaré avoir l'intention d'approuver au cours de sa vingt-neuvième session, constituera sans aucun doute un instrument efficace et une contribution d'une importance toute particulière pour la consolidation de ce nouvel ordre économique international qui devra être fondé sur l'équité et l'interdépendance des intérêts des pays en développement et des pays développés.

34. En conséquence, nous sommes certains que la conclusion du Groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement sera de reconnaître l'importance vitale de l'adoption par l'Assemblée générale, à sa prochaine session, de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et nous espérons qu'une décision aussi importante sera appuyée avec enthousiasme et sans réserve par tous les Etats qui sont représentés ici.

35. Je voudrais saisir cette occasion pour adresser des remerciements sincères au nom de la délégation du Mexique à tous les pays — qui constituent déjà une majorité

¹ Voir résumé dans *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. 1a, première partie (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.Mim.1, première partie), p. 125 à 187.

importante – pour l'appui sans réserve qu'ils ont donné à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Ces remerciements s'adressent à toutes les nations – qu'elles soient développées ou en voie de développement – qui, d'une manière constructive, ont parlé au cours de cette session de cette initiative si importante.

36. Si la proclamation des droits de l'homme a été une étape décisive pour la conscience du monde qui, à partir de ce moment-là, a compris pleinement le principe d'égalité et celui de la dignité humaine, aujourd'hui, nous nous trouvons dans une enceinte vers laquelle convergent toutes les craintes et toutes les espérances du monde; nous nous trouvons au commencement d'un nouveau chapitre de l'histoire et nous nous trouvons face au défi qui permet de mettre au point, sur le plan économique, cet ensemble de droits et de devoirs qui répondent au désir d'établir une justice totale et qui fassent de la vie de l'homme, de tous les hommes du monde, une entreprise digne d'être vécue.

37. Une fois encore nous nous sommes réunis; une fois encore nous avons entendu maintes propositions; une fois encore nos peuples, à juste titre, s'impatientent. Ne les faisons plus attendre !

38. M. GÜNES (Turquie) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous présenter ainsi qu'à l'Assemblée générale tout entière les condoléances les plus sincères de la délégation turque à l'occasion de la disparition de M. Taylor-Kamara, représentant permanent de la Sierra Leone.

39. Je voudrais aussi vous exprimer, Monsieur le Président, en mon nom personnel et au nom de ma délégation, mes félicitations et mes vœux de succès à l'occasion de votre élection à la présidence de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Vos grandes qualités personnelles et la manière habile avec laquelle vous avez su diriger les travaux de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale sont pour nous les garants du résultat heureux de cette session spéciale.

40. Mon gouvernement a fait partie de ceux qui ont appuyé l'initiative de M. Houari Boumediène, président de la République algérienne démocratique et populaire, pour la convocation en session extraordinaire de l'Assemblée générale afin d'étudier les problèmes relatifs aux matières premières et au développement. En effet, au stade actuel qu'ont atteint les relations économiques internationales, sous l'effet des développements rapides des derniers mois, il est naturel que la Turquie, qui est elle-même un pays en voie de développement, ait des problèmes communs avec les autres pays économiquement défavorisés.

41. Aujourd'hui, le monde se trouve face à des incertitudes et à des troubles économiques et sociaux. Il n'est point possible de se dégager de cette impasse grâce aux efforts d'un seul pays ou même d'un certain groupe de pays. Les dimensions de la crise dépassent les limites nationales et nécessitent la coopération et la solidarité de tous les membres de la société internationale. Nous sommes convaincus qu'il faut remédier à cette situation de manière à répondre aux intérêts de tous les pays en voie de développement ainsi qu'à ceux des pays développés, en un mot, du monde entier.

42. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur les relations économiques internationales pour constater l'expansion rapide des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux qui s'est produite depuis la seconde guerre mondiale. Dans ce processus, l'interdépendance des pays a crû de façon telle que même des mesures économiques et sociales unilatérales ont commencé à avoir des effets immédiats sur les autres pays. Il ne serait donc nullement erroné de qualifier le monde actuel de "monde d'interdépendance".

43. Bien que l'accroissement considérable des échanges commerciaux et des services, de même que de la circulation des capitaux, soit le résultat du système commercial et monétaire mis en application après la seconde guerre mondiale, il est évident que l'ordre actuel se révèle non seulement incapable de faire disparaître les injustices mais donne lieu, au contraire, à de nouveaux déséquilibres et injustices. Tandis que, d'une part, les pays industrialisés, profitant du dynamisme de cet ordre et des possibilités engendrées par la coopération internationale, se sont chaque jour enrichis davantage, la part revenant aux pays en voie de développement dans le commerce mondial s'est réduite de plus en plus; et en raison du développement négatif des termes des échanges d'une part, de l'insuffisance des sources d'aide extérieure et du manque de connaissances technologiques d'autre part, le fossé qui sépare les pays en voie de développement des pays développés n'a pu être comblé malgré le taux élevé en termes absolus de leur accroissement.

44. Comme l'ont souligné nombre d'orateurs qui m'ont précédé, le tiers de la population jouit environ des trois quarts de la richesse mondiale. Par contre, un secteur important de l'humanité souffre de sous-alimentation et se trouve menacé de mort lente. Il devient donc presque impossible d'empêcher dans ces conditions que le monde ne se polarise entre une minorité hautement favorisée et une majorité acculée au désespoir le plus sombre.

45. La demande extraordinaire qui s'est manifestée pour les matières premières ainsi que les hausses constatées dans les prix de certaines matières au cours de ces dernières années ont certes augmenté les revenus des pays en voie de développement exportateurs de ces matières; mais cette augmentation elle-même a été sérieusement limitée pour plusieurs raisons, parmi lesquelles je pourrais citer la hausse des prix des matières que ces pays sont obligés d'importer eux-mêmes et la grave poussée inflationniste ainsi que le taux rapide d'accroissement de la population de ces pays. Je suis d'avis qu'une relation juste et équitable entre les prix des matières premières, des produits primaires et des articles semi-finis et manufacturés devrait être établie, de même qu'un mécanisme susceptible de fonctionner au profit de tous les pays devrait être créé sur la base d'une méthode tenant compte de l'interdépendance de ces prix. Une attitude contraire risquerait de nous conduire dans une impasse et, pire, dans une situation chaotique qui serait désastreuse pour tous les pays, quel que soit leur niveau de développement.

46. En adoptant ces mesures dont l'urgence ne laisse aucun doute et qui sont destinées à combler l'abîme existant entre les pays en voie de développement et les pays développés, nous sommes tenus d'accepter, comme principe

de base, l'égalité de tous les pays grands et petits, la communauté de leurs intérêts et la nécessité du respect de la justice et de l'équité.

47. Ce n'est que si tous les pays respectent ces principes qu'il sera possible d'établir dans le monde la paix véritable, c'est-à-dire la paix sociale et économique, et de réaliser une vraie collaboration dans l'intérêt de tous.

48. Bien que la raison principale qui justifie cette session extraordinaire de l'Assemblée générale soit le déséquilibre de base existant dans les relations économiques internationales, on ne saurait passer sous silence la crise de l'énergie, qui s'est manifestée surtout dans les mois passés, ainsi que la lourde pression exercée par le coût montant du pétrole brut sur l'économie des pays en voie de développement. Il est indéniable que le prix du pétrole brut a été longtemps maintenu au-dessous de sa valeur réelle. La Turquie est en faveur d'une hausse permettant au prix du pétrole, tout comme à celui de toutes les matières premières, d'atteindre leur valeur réelle.

49. Toutefois, lorsque l'on considère le problème sous l'angle du principe de justice dans les relations économiques internationales, il apparaît qu'il convient de prendre des mesures urgentes afin d'éliminer le lourd fardeau que font peser sur l'économie des pays en voie de développement ces hausses de prix. Je voudrais citer comme exemple que mon pays devra payer, pour la seule année courante, rien que pour le pétrole brut, 800 millions de dollars de plus, en raison de l'augmentation du prix de celui-ci. Ce chiffre ne comprend pas les dépenses additionnelles que la Turquie devra faire pour l'importation en quantité croissante d'engrais chimiques pour sa production agricole ainsi que de produits pétroliers pour d'autres secteurs industriels. En d'autres termes, la Turquie pourrait être forcée d'utiliser la totalité de ses revenus d'exportation pour faire face à ces augmentations de prix. La situation ne diffère guère dans les autres pays non producteurs de pétrole.

50. Nous sommes profondément convaincus que les pays développés, en coopération avec les pays producteurs de pétrole, doivent prendre certaines mesures pour alléger, sinon éliminer entièrement, ces graves difficultés. On pourrait envisager, par exemple, la création d'un nouveau mécanisme destiné à résoudre les difficultés à court terme de la balance des paiements des pays en voie de développement ainsi que leurs problèmes de développement à long terme, ou de donner aux organisations monétaires internationales existantes de nouvelles responsabilités à cet égard.

51. Ce n'est certes pas le problème du pétrole seul qui est à l'origine de la crise énergétique mondiale. Les réserves pétrolières sont connues. C'est pourquoi la recherche et le développement de sources nouvelles d'énergie pour répondre aux besoins, à court et à long terme, de tous les pays constituent un problème de première urgence. Il convient donc d'accélérer les travaux dans ce domaine et d'aider les pays en développement qui ne peuvent encore y participer en raison du manque de connaissances technologiques et de l'insuffisance de moyens financiers. Dans le domaine de l'énergie, le transfert rapide aux pays en développement d'une technologie avancée et économiquement rentable et l'obtention de ressources financières ont donc une importance vitale.

52. A cette occasion, je voudrais souligner l'obligation pour chacun de respecter les droits de souveraineté nationale permanente sur toutes les ressources naturelles, y compris le pétrole, qui répondent aux besoins essentiels de l'humanité. Dans ce contexte, et dans le cadre des recherches de nouvelles sources, il conviendrait d'aborder dans une nouvelle perspective les problèmes relatifs à l'établissement des juridictions nationales des pays de concert avec les travaux qui se sont intensifiés récemment en ce qui concerne le droit de la mer. A cet égard, nous attachons beaucoup d'importance à la Conférence qui s'ouvrira sous peu à Caracas pour codifier le droit de la mer². Cette conférence, en laquelle nous plaçons aussi de grands espoirs, devra, croyons-nous, se pencher sur la question de la juridiction sur le plateau continental dans une perspective qui, d'une part, répondrait aux besoins de l'humanité et, d'autre part, prendrait en considération les conditions et le caractère particulier de chaque région.

53. Les négociations multilatérales de commerce entreprises dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), en vue de la libération du commerce international, revêtent une importance primordiale. Nous attachons un grand intérêt à ce que ces négociations soient conclues conformément aux principes énoncés dans la Déclaration de Tokyo³. Comme on le sait, les objectifs principaux de ces négociations sont l'expansion du commerce des matières premières dans des conditions de marché stables, l'assurance d'un accroissement considérable des revenus en devises des pays en développement, tenant compte de leurs besoins de développement, et la diversification de leurs exportations. Nous croyons en l'utilité de déployer tous les efforts nécessaires dans ces négociations pour assurer un rôle plus marqué aux pays en développement dans le commerce mondial.

54. Je voudrais rappeler ici certains développements enregistrés au cours des dernières années en vue d'organiser les relations économiques internationales au profit de toute l'humanité et d'accentuer le rôle des pays en développement. Parmi ces développements, on peut citer le système des préférences générales et le protocole de commerce signé entre les pays en développement dans le cadre du GATT. Mon gouvernement a toujours soutenu que le système des préférences générales, dont les principes de base sont la généralité, la non-réciprocité et la non-discrimination, doit être appliqué sans aucune discrimination à tous les pays en développement ayant un même niveau, en se fondant exclusivement sur des critères sociaux et économiques.

55. L'élargissement, suivant les rajustements du système des préférences générales, des listes préférentielles ainsi que des taux de préférence par les pays qui les accordent, aidera à un accroissement relatif des parts des pays en développement dans les échanges commerciaux. En outre, pour stimuler de nouvelles transactions commerciales, nous croyons en la nécessité de l'application, sur une grande échelle, des mesures visant à augmenter les échanges des marchandises et des services entre les pays en développement.

² Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

³ Déclaration approuvée le 14 septembre 1973 à la réunion ministérielle des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce tenue à Tokyo.

56. En étudiant le rajustement des relations économiques internationales, d'après de nouvelles règles, je voudrais souligner le besoin impérieux d'établir un système monétaire bien organisé, car l'élargissement des échanges et l'expansion de l'économie qui en découle sont liés de très près au système monétaire. Nous suivons de près les travaux du Comité pour la réforme du système monétaire international et les questions connexes, chargé de préparer les points essentiels d'une réforme du système monétaire international, et nous attachons une grande importance à ce que le nouvel ordre qui en émergera ait des bases solides et objectives.

57. Nous espérons que le nouveau système monétaire permettra de prendre en considération les problèmes des pays en développement et que, à la lumière des événements récents, le nouveau système contiendra les éléments susceptibles de stimuler les efforts de développement de ces pays. Parmi ces éléments, la création de nouvelles sources répondant aux besoins de financement des pays en développement présente une importance particulière. La nécessité s'impose de passer en revue d'une manière compréhensive les conditions de l'aide extérieure aux pays en développement, de trouver des méthodes d'amélioration et d'alléger les fardeaux de leurs dettes existantes.

58. On ne saurait passer sous silence l'importance que revêtent les sociétés transnationales lorsque l'on étudie le problème du développement. Ces sociétés, tout en répondant à des besoins impérieux dans le domaine du financement, de la technologie, de l'administration et du marketing, n'en créent pas moins certains problèmes de par leur caractère. En tête de ceux-ci, se situe le coût tant économique que social que fait peser sur certains pays en développement la stratégie mondiale que poursuivent ces sociétés pour atteindre le plus haut niveau de bénéfices. Les difficultés que présente l'incompatibilité de certaines activités de ces sociétés avec l'indépendance et la souveraineté des pays en développement, dans certains cas, méritent également d'être mentionnées. Nous jugeons utile d'établir, d'après des normes précises, les responsabilités et les obligations des sociétés transnationales. Nous espérons que les travaux qui se poursuivent au sein des organisations internationales pour la préparation d'un code de conduite pour ces sociétés aboutiront aussi rapidement que possible à un résultat concret.

59. L'écart technologique est l'un des facteurs fondamentaux qui séparent d'une manière de plus en plus croissante les pays développés des pays en développement. Cet écart limite énormément les possibilités de compétition de ces derniers dans les marchés mondiaux. Nous nous félicitons des travaux menés par les organes compétents des diverses organisations internationales en vue de trouver une solution urgente au problème que pose le transfert de la technologie.

60. Nous croyons qu'une part importante de responsabilité revient aux pays développés dans le domaine du transfert de la technologie comme contribution aux efforts des pays en développement. A cet égard, qu'il me soit permis de préciser que l'attention doit se porter sur la diminution du coût de ces transferts, sur l'allègement des conditions avancées pour le transfert et, enfin, sur la recherche et le développement de technologies adaptables

aux structures propres des pays en développement vers lesquels ces transferts seront dirigés. La Turquie est fermement convaincue que les connaissances techniques, qu'elle considère comme condition primordiale du développement, doivent être utilisées au profit de tous les pays du monde. Je ne peux m'empêcher de penser que la science et la technique doivent être considérées, au moins dans une certaine mesure, comme le patrimoine commun de l'humanité entière.

61. Je tiens à rendre hommage aux pays qui ont manifesté la louable volonté, dans le courant de la présente session, d'utiliser leurs ressources financières dans le but d'atténuer les conditions économiques particulièrement difficiles que nous connaissons tous et de venir en aide aux efforts déployés par les pays en développement. Cette attitude est non seulement conforme à l'esprit de solidarité et de coopération, mais aussi empreinte de réalisme. En établissant les mesures à prendre en faveur des pays en développement importateurs de pétrole, il conviendrait de tenir compte de l'excédent que ceux-ci devront payer pour ces importations et de trouver les moyens de les compenser.

62. C'est avec une profonde appréciation que nous notons les offres d'aide, tant multilatérale qu'unilatérale, faites par les pays producteurs de pétrole tendant à contribuer à l'absorption des hausses des prix dont souffrent les pays économiquement défavorisés. Je veux, à cette occasion, mentionner spécialement l'initiative généreuse et imaginative de Sa Majesté Impériale le Shahinshah Aryamehr d'Iran.

63. Les diverses suggestions faites par M. Walter Scheel, tant comme ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne que comme président en exercice du Conseil de la Communauté économique européenne [2209^{ème} séance], méritent également une attention toute particulière et nous semblent offrir des possibilités de développement au niveau technique.

64. Le fait que les travaux accomplis jusqu'à présent, dans le domaine international, pour résoudre les multiples problèmes économiques mondiaux, aient été circonscrits à certains aspects seulement de ces problèmes, ainsi que l'absence de progrès marquants dans l'exécution de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ont rendu nécessaire une approche compréhensive recherchant des moyens plus efficaces de les résoudre. Une des causes majeures d'insuccès a été, jusqu'ici, le fait que les résolutions adoptées n'ont jamais dépassé le cadre d'une déclaration d'intentions. La Turquie, comme elle a eu l'occasion de le souligner à maintes reprises dans diverses instances des Nations Unies, ne croit pas qu'il soit possible d'aboutir à des résultats concrets tant que les pays développés aussi bien que les pays en développement n'auront pas assumé des obligations précises et tant qu'une charte définissant les bases juridiques des relations économiques internationales n'aura pas été adoptée. C'est dans cet esprit, d'ailleurs, que mon pays avait appuyé la proposition faite à ce sujet par M. Echeverría, président des Etats-Unis du Mexique.

65. Nous sommes sûrs que cette session extraordinaire de l'Assemblée générale, chargée de discuter les problèmes des

matières premières et du développement, marquera un pas décisif vers la création d'un ordre nouveau de coopération internationale, conforme à l'esprit de notre temps. Il est naturel qu'il existe des divergences d'intérêts dues à la diversité des systèmes économiques, des niveaux de développement et des options sociales et politiques. Ce qui, par contre, n'est pas naturel, c'est de tolérer le maintien d'un ordre économique international dépassé et qui ne répond plus aux réalités de notre temps. C'est pourquoi nous souhaitons que cette Assemblée réussisse à établir les principes fondamentaux d'un nouvel ordre de relations internationales, fondé sur la coopération sincère de tous les pays au-dessus des conflits mesquins d'intérêts.

66. C'est au cours de ces quelques dernières années que les conflits économiques entre les nations ont émergé dans toute leur ampleur et que l'on a commencé à ressentir la nécessité urgente d'y remédier. L'humanité qui, par deux fois durant ce siècle, a subi les ravages de guerres mondiales, était normalement prête à l'idée de la recherche d'une détente dans le domaine politique et s'est, déjà depuis un bon nombre d'années, attelée à cette tâche. Les progrès effrayants de la technologie de l'armement ont rendu tout le monde, aussi bien les peuples que leurs dirigeants, conscient du fait qu'une nouvelle guerre à l'échelle mondiale marquerait la fin de l'humanité. Cette prise de conscience a joué un rôle important dans le développement d'un sentiment de responsabilité concernant la nécessité de limiter les conflits régionaux et d'éviter qu'ils ne se propagent. Les efforts de conciliation qui s'étendent du Viet-Nam au Moyen-Orient, les initiatives prises dans les domaines du désarmement et de la sécurité, l'identité de vues de la quasi-totalité des membres de la communauté internationale en matière d'élimination des derniers vestiges du colonialisme, sont les fruits de cette prise de conscience politique à l'existence de laquelle nous aimerions croire. C'est dans ce cadre que je me fais un plaisir de saluer l'accord survenu entre le Pakistan — auquel nous attachent tant de liens —, le Bangladesh et l'Inde, pour mettre fin au conflit qui les déchirait depuis si longtemps. Ces récents développements ont été une source de joie pour la Turquie qui éprouve des sentiments d'amitié envers les trois pays du sous-continent, et ils ont renforcé l'espoir d'une vraie paix générale.

67. Les débats de la session extraordinaire indiquent qu'il est indispensable d'ajouter sans tarder aux efforts tendant vers une détente politique ceux destinés à assurer une véritable et saine coopération de tous les pays dans le domaine économique. Lorsque nous aurons tous acquis la conviction que l'explosion de la famine et de la misère est aussi menaçante et destructive que l'explosion nucléaire, et que l'abîme qui sépare les pays au niveau de leur développement économique doit absolument être comblé, le terrain sera enfin préparé pour l'avènement d'une ère de paix et de prospérité pour tous.

68. M. RAMPHAL (Guyane) [*interprétation de l'anglais*] : Par définition même, les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale marquent des moments d'importance extraordinaire et d'urgence dans la vie de la communauté internationale, des moments de crise qui exigent un dialogue entre les nations, une consultation entre tous les pays qui ne peut être renvoyée à la prochaine session ordinaire. Si l'on en juge par ces critères seulement, il est

étonnant qu'il n'y ait eu que cinq sessions extraordinaires avant celle-ci depuis la création de l'Organisation des Nations Unies et que la dernière remonte déjà à sept ans. Mais, si l'on en juge aussi par ces critères, il peut sembler étonnant que nous soyons réunis maintenant en session extraordinaire pour examiner les problèmes des matières premières et du développement, car ce ne sont pas des problèmes nouveaux; ce ne sont pas des problèmes qui se présentent sous forme de phénomène international nouveau depuis la fin de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, en décembre dernier.

69. Ils ont, en fait, fait l'objet de discussions et de débats, d'examen et d'analyses, de controverses et de désaccords, de divergences et de conflits et d'affrontements, pratiquement depuis le début de l'action des Nations Unies dans le domaine économique. Par des réunions et des conférences innombrables tenues ici, aux Nations Unies, au sein des institutions spécialisées, par l'intermédiaire des commissions régionales, nous en avons discuté encore et encore. Nous avons rédigé des programmes et des stratégies conçus pour les résoudre. Nous avons fait des promesses, nous avons pris des engagements et nous avons accepté certaines obligations. Nous avons vécu la première Décennie des Nations Unies pour le développement et nous commençons à évaluer les réalisations de la deuxième Décennie; pourtant, nous sommes réunis maintenant en session extraordinaire pour examiner le problème des matières premières et du développement.

M. Efon (République-Unie du Cameroun), vice-président, prend la présidence.

70. Pourquoi ? Quel est le nouveau facteur qui fait des injustices et des inégalités persistantes du système économique international mondial un problème suscitant des préoccupations extraordinaires ? Qu'est-ce qui donne un caractère urgent à la pauvreté omniprésente des deux tiers de la population mondiale, à la faim, à la malnutrition, aux épidémies, au chômage, à l'analphabétisme, que le reste du monde a pu côtoyer si longtemps sans trop s'en soucier ? Qu'est-ce qui nous amène ici si hâtivement ? Pourquoi 115 Etats Membres de cette Organisation ont-ils manifesté leur accord au sujet de la proposition du président Houari Boumediène, visant à la convocation d'une session extraordinaire ?

71. Je me permets de poser ces questions, parce que je crois que les réponses sont importantes pour la qualité de nos travaux à New York et pour la contribution que ceux-ci apporteront à la solution du problème fondamental du développement inégal. Peut-être, en vérité, n'existe-t-il pas de réponse unique qui satisfasse chaque délégation. Peut-être certains pensent-ils sincèrement que cette session va nous fournir la formule magique d'une coopération internationale qui nous échappe depuis si longtemps et que des changements révolutionnaires immédiats vont être opérés dans le système économique international. Peut-être y en a-t-il d'autres qui abordent ces travaux avec une résignation cynique, fondée sur une longue et amère tradition d'espairs déçus. Et peut-être y en a-t-il encore d'autres qui y consentent, comme dans un jeu d'enfants, sachant bien que le dialogue reste inoffensif tant qu'il ne produit aucune modification essentielle du *statu quo*.

72. Pourtant, c'est parce qu'on a compris que le moment était venu, et non pas par optimisme effréné, que l'on a pris l'initiative de convoquer une session extraordinaire; et c'est plus qu'une résignation sceptique ou une approbation hypocrite qui a valu à cette initiative un accord massif. Quel est cet élément nouveau qui a rendu le moment opportun ?

73. C'est parce qu'on a compris, n'est-ce pas, qu'il était devenu impératif de commencer un nouveau dialogue concernant les changements entre le monde développé et le monde en voie de développement, un dialogue qui était impératif parce que ce n'est pas seulement le sort des pays en voie de développement qui est en jeu; un dialogue qui aurait un caractère nouveau, parce que des éléments importants de force et de faiblesse parmi les participants étaient modifiés. Tous les Etats en voie de développement n'étaient plus pauvres; certains sont, en fait, assez riches – richesse obtenue sur la base d'un transfert net des richesses d'autres Etats : principalement, mais non uniquement, d'Etats du monde développé. Tous les Etats en voie de développement ne sont plus sans puissance, car certains d'entre eux ont, par l'unité, acquis une nouvelle force et un nouveau courage pour utiliser cette force en vue de redresser l'injustice et le déséquilibre.

74. On prend donc conscience que nous sommes peut-être au début d'une ère nouvelle dans les relations entre Etats, une ère qui pourra amener des changements profonds et radicaux dans le système économique international. On prend conscience, tout au moins dans certains milieux, que l'heure est propice pour que l'homme applique ses nouvelles connaissances d'interdépendance dans l'édification d'une nouvelle structure de la société humaine. Si c'est, comme je l'ai dit, toutes ces raisons qui nous ont amenés ici à cette session extraordinaire, alors il est important qu'elles restent à l'avant-garde de nos débats, ici, à l'Assemblée; et il est encore plus important que nous veillions à ce que toutes ces idées déterminent la portée et la signification de nos travaux, ensemble, à la Commission spéciale de la sixième session extraordinaire, qui commence sa réelle tâche aujourd'hui.

75. En demandant la convocation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale [A/9541], le Président de l'Algérie a agi en sa qualité de président en exercice du Groupe des pays non alignés. Il est évident, par conséquent, que la Guyane a appuyé cette demande et est aussi d'avis qu'il était temps que cette session soit convoquée. Mais c'est l'Algérie qui a pris l'initiative, et c'est aux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en tant que groupe, que nous devons rendre hommage pour avoir créé les conditions propices à la réalisation de cette initiative.

76. Ma délégation désire souligner ici que nous reconnaissons le service rendu par ces pays à la cause de la justice sociale et économique dans le monde – cause pour laquelle tous les pays en développement sont en lutte. Cette lutte ne résulte pas d'un désir d'affrontement, mais de la nécessité d'établir un nouveau système économique international qui soit susceptible de faire disparaître la pauvreté persistante et punisse de sanctions les infractions qui réduisent encore davantage les possibilités de succès.

77. On a dit que la politique de l'OPEP a créé une crise mondiale de l'énergie. Pour certains pays, certes, il en est

résulté des difficultés particulières. Pour de nombreux pays en développement tels que le mien, la conséquence en a été une aggravation intense de la crise économique aiguë. Mais, d'une façon générale, en termes de système international, ce que cette politique a produit, c'est une sorte de catalyseur nécessaire depuis longtemps, une force qui soit enfin capable de changement à l'intérieur de ce système. Ma délégation estime que l'un des objectifs essentiels de cette session extraordinaire devrait être de reconnaître le véritable caractère et le potentiel de ce catalyseur de l'énergie et d'utiliser sa force pour créer un changement des relations économiques internationales, un changement qui soit efficace et durable, qui rende ces relations justes et équitables et qui permette ainsi de redresser les torts dont souffrent les pays sous-développés et de réaliser les espoirs et les aspirations des peuples moins privilégiés et sous-équipés du monde; un changement qui corresponde à la réalité de l'interdépendance de la société humaine et qui tienne compte de la nécessité d'une restructure fondamentale si l'on veut que cette société survive.

78. Je voudrais maintenant répondre, ne serait-ce que partiellement, à ce qui a été dit ce matin et faire une digression. Il ne s'agit pas, pour une nation ou pour un bloc de nations de déterminer unilatéralement l'avenir. Il s'agit d'une question préalable, qui consiste à exiger que toutes les nations acceptent que cet avenir soit remodelé. C'est la question dont l'Assemblée est aujourd'hui saisie et nous ne saurions admettre qu'elle soit mise de côté et que le *statu quo* soit maintenu par une mauvaise interprétation de ce que nous entendons par les privilégiés du monde. Nos amis des pays développés ne doivent pas être surpris ou préoccupés à la constatation que les Etats en développement parlent de ce changement d'une seule voix et en tant que groupe. Nous n'avons pas créé la catégorie des pauvres; ce sont eux qui l'ont créée. Nous ne voulons pas que cette catégorie subsiste. Les pays développés peuvent travailler à y mettre fin en nous aidant à atteindre l'objectif d'une communauté mondiale qui ne connaisse pas de telles distinctions.

79. Il est important que nous cherchions à atteindre ces objectifs de changement au sein du système des Nations Unies. Les pays non alignés, au nom desquels le président Boumediène a demandé la convocation de cette session extraordinaire, sont fiers de leur longue histoire d'appui à l'Organisation des Nations Unies. Il est donc normal que nous ayons cherché à élargir la portée du dialogue international qui a résulté de la politique de l'OPEP. Il est normal que l'on s'éloigne des affrontements qui sont inhérents à la stratégie des représailles, que l'on aille au-delà du sujet limité du pétrole pour aborder la question plus large des matières premières et du développement dont le pétrole était le symbole. Il est normal que l'on s'éloigne des capitales de la puissance et que l'on traite la question dans le cadre de l'universalité au sein des Nations Unies.

80. Agir ainsi était vital pour l'internationalisme car, s'éloigner de l'affrontement et de l'organisation multilatérale internationale, c'est une seule et même chose. Les manifestations de cet éloignement pouvaient déjà être discernées il y a six mois. Parlant à cette tribune au cours de la discussion générale, lors de la vingt-huitième session, en septembre dernier, j'ai essayé, au nom de ma délégation, de lancer un avertissement à cet égard. J'ai dit qu'à défaut d'un

consensus international au sein de l'Organisation des Nations Unies, on irait vers l'affrontement international et j'ai ajouté que l'on pouvait déjà voir des signes de ce mouvement. Au cours de ce débat et, en fait, avec d'autres voix du monde en développement, j'ai attiré l'attention sur le fait que

“les aspirations et les espoirs qui avaient été placés dans la Stratégie internationale du développement ont été frustrés, dans certains cas par manque d'intérêt pur et simple, dans d'autres du fait de la poursuite active des intérêts propres au monde développé”;

que

“les affrontements de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), pour la troisième fois, n'ont produit que bien peu de résultats”;

que

“la révision bisannuelle de la Stratégie internationale du développement, qui a lieu maintenant, a déjà montré que la cause du développement a perdu de son élan, du fait essentiellement que les pays développés n'ont pas honoré les engagements qu'ils s'étaient fixés dans le cadre de la Stratégie”;

que

“les crises économiques — tout particulièrement dans le système monétaire international — ont réduit davantage encore les bénéfices limités tirés d'une aide qui va diminuant et d'un commerce incertain qui se rétrécit”

et que

“le taux de croissance économique moyen des pays en voie de développement a, en fait, diminué et nous ne voyons pas encore à l'horizon ne serait-ce qu'un début de rétrécissement du fossé qu'il y a entre le niveau de vie des pays développés et celui des pays en voie de développement, alors que cela était stipulé dans la Stratégie” [2127^e séance, par. 23].

81. Comme d'autres, j'ai souligné que cela a conduit “à une diminution de la foi en la Stratégie internationale du développement” [ibid., par. 24] et

“à reconnaître que les relations entre les pays développés et le monde en voie de développement ont peu de chances de se modifier de façon importante dans le cadre du système économique international actuel; qu'il ne s'agit pas seulement du fait que certaines nations sont riches alors que d'autres sont pauvres, mais que ces deux conditions sont liées inextricablement l'une à l'autre, c'est-à-dire que certaines nations sont riches parce que d'autres sont pauvres et que le système actuel des relations économiques entre Etats contribue à perpétuer ce déséquilibre” [ibid., par. 25].

82. J'ai parlé du fait que l'on s'est rendu compte dans le tiers monde qu'un mécanisme essentiel pour une amélioration véritable des perspectives de développement était l'établissement d'un programme massif de coopération

économique entre les pays en développement au niveau régional et au niveau interrégional, et j'ai expliqué comment l'expérience des récentes années a fait comprendre aux pays en développement les leçons de l'interdépendance — tout d'abord de l'interdépendance des diverses questions d'ordre économique, de la politique monétaire, du commerce, des investissements, de l'environnement, du fond des mers et des océans et, ensuite, de l'interdépendance des divers pays, qu'ils soient riches ou pauvres.

83. Avec d'autres, j'ai demandé instamment que les pays développés tiennent compte de ces leçons pour la détermination de leur conduite. Je me suis permis de dire, à titre d'avertissement, que “le monde en voie de développement ne peut pas vivre de promesses dont la réalisation est sans cesse ajournée. Il doit penser à survivre” [ibid., par. 22], et que

“... si ces leçons d'interdépendance, si ces notions de relations étroites ne sont pas reconnues et respectées par le monde développé, un danger grave et actuel existe que nous nous dirigeons vers de nouveaux niveaux d'affrontements dans le domaine des relations économiques, affrontements qui, de plus en plus et inévitablement, échapperont à la compétence de l'Organisation” [ibid., par. 3].

84. Cela, c'était il y a six mois. Les risques de confrontation qui se profilaient alors à l'horizon sont maintenant un fait. Il serait vain et irréaliste de prétendre le contraire. Mais ce sont des dangers nés non pas de la politique des pays de l'OPEP, mais du refus obstiné du monde développé de reconnaître la nécessité de changements fondamentaux dans le système actuel des relations économiques entre Etats et de leur refus obstiné de reconnaître que, dans un monde aux ressources en disparition, le déséquilibre entre la richesse et la pauvreté ne pourra être modifié dans le sens d'une amélioration de la qualité générale de la vie dans l'ensemble du monde si ceux qui se sont si longtemps complus dans le monopole de la prospérité ne consentent pas des sacrifices et ne tolèrent pas de changements.

85. Ni cette session extraordinaire, ni aucune autre procédure ou aucun autre mécanisme d'action internationale ne suffiront à éviter ces dangers si les Etats développés ne finissent pas par reconnaître ces réalités. S'ils les admettent, nous pourrions alors envisager, comme il se doit, non pas la confrontation, mais des négociations réalistes ayant comme point de départ la reconnaissance universelle que nous entrons dans une ère nouvelle de relations économiques entre Etats, afin que tous les hommes, où que le sort les ait fait naître, puissent partager les richesses de la terre, de même que nous devons tous en partager la gestion.

86. Je voudrais maintenant dire un mot au sujet du problème particulier des produits de base. Tous les Etats ont le droit souverain d'organiser leur vie économique sur la base des théories et de l'idéologie qu'ils ont choisies; mais aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'imposer sa position ou ses théories à la communauté internationale. Aucun ne doit se montrer arrogant ou doctrinaire au point de chercher à dicter la nature des relations économiques entre Etats en fonction du régime de vie économique qu'ils ont choisi à l'intérieur de leurs frontières. Le monde des années 1970 ne saurait, en tout cas, accepter un ordre

international économique fondé sur le concept du mercantilisme qui avait été créé pour convenir à une ère d'expansion colonialiste vieille de plusieurs siècles.

87. Ceux qui sont les plus fervents partisans de ces théories n'ont d'ailleurs pas toujours été fidèles à leurs positions au niveau international du commerce et des relations économiques. Lorsque nous parlons de la nécessité de laisser le libre jeu des forces du marché déterminer le niveau des prix dans le commerce international, n'oublions pas que, pour la plupart, les prix payés aux pays en développement pour les produits de base sont des prix, au mieux, négociés, mais, bien trop souvent, dictés par les puissants consommateurs, alors que les prix payés par le monde en développement pour les produits manufacturés des Etats industrialisés sont des prix qui leur sont tout simplement fixés.

88. Nous devons négocier, ou essayer de négocier, les prix du café, du cacao, du sucre, du sisal, du cuivre, de l'étain, de la bauxite. Cependant, essayons-nous jamais de négocier le prix des tracteurs, le prix d'une usine industrielle, le prix de l'acier, le prix de l'équipement électrique ou électronique ? Essayons-nous jamais de négocier le prix des transports maritimes ? Est-il alors surprenant que les prix des produits de base aient toujours été bas et les prix des produits manufacturés toujours élevés ? Est-il surprenant que les producteurs de produits de base dans le monde en développement aient été relégués à la périphérie du système économique international, alors que les roues de la puissance et du contrôle sont entre les mains des Etats industrialisés, qui les manoeuvrent au centre du système ?

89. Nous devons nous orienter vers un régime de rapports équitables entre les prix des produits de base et ceux des produits manufacturés. Mais comment pouvons-nous y parvenir par la négociation si toutes les parties ne reconnaissent pas que l'objectif fondamental et concerté doit tendre à une communauté mondiale égalitaire ? Ainsi, ne doit-on pas reconnaître que la disparité fondamentale entre les prix payés pour les produits de base des pays en développement et les prix fixés pour les produits manufacturés du monde développé est due à une façon différente d'évaluer les facteurs humains qui entrent en ligne de compte dans la production de chaque produit ?

90. Dans le prix de tout produit, il y a, évidemment, plusieurs facteurs qui entrent dans le coût; mais le principal est le facteur humain, la main-d'oeuvre – le travail des êtres humains qui plantent, cultivent et moissonnent – pour la plupart, du temps dans les champs du monde en développement; le travail des êtres humains qui transforment, fabriquent, assemblent – pour la plupart du temps dans les usines du monde développé. Ce que nous devons rechercher, c'est un système dans lequel cet apport humain est apprécié de façon égale. Ce n'est que lorsque nous aurons mis fin à ces notions de "main-d'oeuvre à bon marché" – en reconnaissant que cette main-d'oeuvre n'est "bon marché" que parce que des prix très bas peuvent être imposés pour ses produits – et que nous aurons atteint une valeur des services humains universelle que notre système économique international pourra devenir juste.

91. Mais cela n'est qu'une partie de ce que nous devons faire pour créer un juste rapport entre les prix des produits

primaires et ceux des produits manufacturés. Tous ces éléments qui influent sur les prix réels et les termes de l'échange réels doivent entrer en jeu : les pressions d'inflation à l'intérieur des Etats développés qui ont tant affaibli l'économie des pays en développement, et les crises monétaires internationales qui ne cessent de se reproduire et qui ont eu des répercussions tragiques pour le tiers monde, faisant les victimes les plus innocentes.

92. Ainsi, les activités des sociétés multinationales et leur influence sur les prix des produits du commerce international doivent être contrôlées sur le plan international. L'action entreprise dans le cadre des Nations Unies doit être poursuivie rigoureusement et de façon plus approfondie. Mais les gouvernements, sous l'égide desquels les sociétés multinationales opèrent, ont aussi une responsabilité directe en la matière.

93. L'un des résultats les plus avantageux de la politique de l'OPEP a été d'appeler l'attention non seulement sur la mesure dans laquelle les sociétés multinationales ont eu tendance à opérer en violation des droits des pays en développement où ils ont entrepris l'extraction de ressources, mais aussi sur la mesure dans laquelle ils ont opéré au mépris des intérêts des consommateurs des Etats développés. C'est une question qui doit, évidemment, préoccuper tous les Etats développés intéressés; mais cela en dit long sur la façon d'opérer des sociétés multinationales et sur les normes que beaucoup d'entre elles – je ne dis pas toutes – utilisent dans leur façon d'opérer dans le monde en développement.

94. Si les ressources, l'expertise et la technique des sociétés multinationales doivent favoriser le développement international, il faut absolument que ces talents soient mobilisés pour contribuer au nouvel ordre économique que nous cherchons à établir, afin que ces sociétés ne puissent plus, par le monopole, la manipulation et les pratiques répréhensibles, perpétuer les injustices et les inégalités actuelles qui existent dans la vie économique internationale.

95. D'autres disciplines devront également être adoptées par les Etats développés si nous voulons réaliser un progrès équilibré vers l'inauguration d'un nouveau système économique international. Dans les observations réfléchies qu'il a faites au début de cette session [2207^{ème} séance], le Secrétaire général nous a dit que, pendant les trois semaines que durera la présente session, quelque 14 milliards de dollars auront été consacrés à la fabrication d'armements. Pour la plupart, il s'agit d'armements qui doivent être à la base de la détente. En tout cas, ces dépenses représentent non seulement une large pression sur les ressources naturelles d'une planète qui a déjà tant besoin de voir préserver ses ressources, mais aussi une diversion énorme et impardonnable de la tâche essentielle de notre temps, à savoir l'amélioration de la qualité de la vie pour toutes les populations du globe.

96. Mais une partie des dépenses consacrées aux armements est due à la situation confuse existant dans certaines parties du monde où la tension règne, et notamment au Moyen-Orient. Ma délégation appuie résolument la juste cause des Etats arabes et du peuple de Palestine. Tant que la tension persistera au Moyen-Orient, il faudra inévitablement consacrer des dépenses aux armements, et cela ne profitera

guère aux Etats intéressés si, alors qu'ils jouissent de l'un des plus hauts revenus par habitant, leur sécurité exige également qu'ils possèdent, par habitant, le nombre le plus élevé de Mig, de Mirage et de Hunter, car tout cela représente un détournement du développement réel et contribue à annuler la nouvelle répartition des richesses qui est le but principal de la nouvelle politique des prix que l'on cherche à obtenir dans le domaine des produits de base.

97. Nous avons donc applaudi aux mesures qui ont été prises — notamment par les superpuissances et d'autres grandes puissances — pour aider à apporter une paix limitée au Moyen-Orient. Il faut, cependant, que cette paix soit plus générale; elle doit être fondée sur la justice et non pas simplement sur un ajustement des intérêts de puissances en dehors de la région — car ce n'est qu'ainsi que la paix sera efficace et durable.

98. Au moment où nous parlons d'un nouvel ordre économique international, nous devrions reléguer dans le passé les politiques de pression économique appliquées non pas pour défendre les principes de la Charte, mais au mépris de l'esprit de coexistence et de coopération qui devrait présider aux relations entre Etats — plus spécialement lorsque ces pressions sont exercées par les puissants contre les faibles. Le moment est certainement venu, par exemple, de mettre fin à l'embargo économique dirigé contre la République de Cuba — Etat frère des Antilles qui joue un rôle si constructif dans la lutte que mène le monde en voie de développement pour la justice économique et sociale.

99. Et, naturellement, les pays en développement ont un rôle tout spécial à jouer et des responsabilités spéciales à assumer tant en ce qui les concerne eux-mêmes qu'en ce qui concerne la communauté internationale plus large des Etats interdépendants. Pendant les longs siècles d'impérialisme, les liens qui avaient jadis uni tant de peuples de la zone australe du monde ont été rompus délibérément. Il est revenu à Bandoung⁴ et au mouvement non aligné qui a universalisé les objectifs de cette conférence de reconstruire ces liens, et ce, avant tout, au niveau politique.

100. Dans le domaine des activités économiques, hélas, nous assistons encore à une fragmentation, les biens, les transports et les techniques suivant toujours le tracé des routes impériales. Cependant, ici aussi un changement se dessine; et, à la suite des décisions du mouvement non aligné de s'embarquer dans un programme d'action pour la coopération économique entre Etats en voie de développement⁵, des mesures de coopération et d'indépendance collective, maintenant applicables dans des domaines tels que le développement du commerce, de l'industrie et des transports, le transfert des techniques et une action conjointe dans le domaine financier, représentent un progrès important grâce auquel les Etats en développement ne se trouveront plus dans leur position actuelle à la périphérie de l'économie internationale et une distribution plus équitable du travail sera assurée.

101. Ces nouvelles mesures de coopération économique entre pays en développement doivent être considérées non

pas comme une menace au monde développé, mais comme un effort dans l'hémisphère austral pour édifier des structures qui feront partie d'une interdépendance plus large.

102. C'est en se fondant sur ces nouveaux programmes plutôt qu'en rénovant les anciennes structures que l'économie globale doit être rebâtie; et toute stratégie internationale ayant pour but de créer un ordre économique équilibré et juste doit octroyer une place importante aux programmes de ce genre pour assurer une coopération économique efficace entre Etats en développement.

103. Lors de sa vingt-huitième session, l'Assemblée générale a solidement établi les fondations de ce critère lorsqu'elle a adopté la résolution 3177 (XXVIII) sur le sujet de la coopération économique entre pays en voie de développement. La session extraordinaire et, dans les travaux qu'elle doit entreprendre, la Commission spéciale doivent faire fond sur ce consensus récent en vue de veiller à ce que la coopération occupe une place éminente dans toute structure globale du développement.

104. En insistant tout à l'heure sur la nécessité de s'écarter du concept négatif de "crise de l'énergie" pour arriver à une appréciation positive de "catalyseur de l'énergie", j'ai dit qu'il était certes vrai que les pays en développement, notamment, connaissent une situation de crise aiguë. C'est une crise dont, comme je l'ai déjà dit, les origines remontent plus loin que l'application de la politique de l'OPEP — ce sont des origines qui résident essentiellement dans le système économique international lui-même et dans la manière dont il a été géré et manipulé au détriment des Etats en développement. C'est une crise qui prenait déjà des proportions sérieuses sous forme d'inflation massive dans le monde développé, de crises monétaires internationales périodiques et d'un lourd fardeau du service de la dette extérieure. C'était une situation qui avait empiré, pour beaucoup de pays producteurs, en raison de l'alternance d'années de sécheresse et d'années d'inondations. Avec des économies déjà fléchissantes, la majeure partie du monde en développement a plié sous le choc de l'augmentation des prix des produits pétroliers.

105. Ce n'est pas là une plainte contre la politique de l'OPEP; mais le fait est que l'une des conséquences non préméditées de son application a été l'aggravation considérable de la situation économique dangereuse que connaissent un grand nombre d'Etats en développement. Et, à cet égard, je parle en toute connaissance de cause, étant donné les effets dévastateurs qu'a eus cette situation dans mon propre pays.

106. En ce qui concerne les pays développés, il est maintenant évident que, grâce à toute une série de mesures telles que le flottement libre des monnaies de réserve, l'utilisation de réserves internationales précédemment accumulées et la création de liquidités supplémentaires, ils disposent d'une gamme de mécanismes à court terme leur permettant de faire face à leurs problèmes immédiats de balance des paiements.

107. En outre, à moyen terme, ils s'attendent à augmenter leurs exportations vers les pays de l'OPEP et il est évident qu'ils ont également l'intention de compenser leurs dépenses en matière d'importations de pétrole par une

⁴ Conférence des pays d'Afrique et d'Asie, tenue à Bandoung, en avril 1955.

⁵ Voir A/9330, p. 113.

augmentation rapide et continue des prix des biens et services, y compris des techniques, qu'ils vendent aux pays en développement. Naturellement, ces augmentations aggraveront davantage encore le déficit ruineux auquel les autres pays en développement ont à faire face dans leurs comptes courants.

108. Et les Etats développés prévoiront également, et sans doute favoriseront consciemment une nouvelle distribution de tous les excédents des pays de l'OPEP par des investissements directs ou par le placement de ressources financières sur les marchés internationaux des capitaux. Tout cela, en plus de leur plus grand pouvoir de marchandage et du caractère plus sain de leurs économies, donnera aux pays développés un potentiel intrinsèque et des mécanismes plus directement disponibles en vue de résoudre leurs difficultés immédiates.

109. Mais pour les pays en développement qui ne sont pas exportateurs de pétrole, la situation est très différente. Pris ensemble, nous représentons peut-être moins de 15 p. 100 de toutes les exportations de l'OPEP; mais ces statistiques donnent une impression erronée de dislocation économique minime. Le véritable choc dû aux nouveaux prix est déterminé, dans une large mesure, par l'importance relative des importations de pétrole dans chaque économie nationale; et, pour certains d'entre nous, ce choc a été paralysant.

110. Pour la Guyane, par exemple, qui dépend totalement de ses importations de pétrole et de produits dérivés du pétrole, il y aura une augmentation nette de plus de 400 p. 100 de la note à payer pour nos importations de ces produits en 1974, par rapport à 1972. Même avec des gains accrus pour certaines de nos exportations agricoles, les paiements pour les importations de pétrole absorberont cette année 27 p. 100 de nos gains totaux à l'exportation, contre 8 p. 100 en 1972. Si l'on fait entrer en ligne de compte les augmentations de prix consécutives pour les importations de produits autres que les produits pétroliers, nos dépenses totales en importations pour 1974 dépasseront probablement de quelque 35 p. 100 celles de 1973 et de quelque 60 p. 100 celles de 1972 – et cela tient compte uniquement, comme je l'ai dit, des augmentations "consécutives", sans faire intervenir les augmentations "compensatoires" que certains pays développés risquent d'imposer aux prix de certains produits manufacturés que nous devons continuer d'importer parce qu'ils sont essentiels pour notre effort de développement. Comme on peut l'imaginer, le résultat sur notre balance des paiements est catastrophique.

111. Et tout cela se produit après que nous ayons imposé le programme d'austérité le plus sévère, réduisant rigoureusement les importations, imposant des limites strictes aux autres paiements extérieurs et augmentant au maximum notre potentiel immédiat de gains à l'exportation. Et sans parler non plus de l'effet de toutes ces mesures et conditions sur notre programme de développement et de la dépréciation sociale et économique qui les a accompagnées en ce qui concerne la qualité de la vie de notre peuple.

112. Comme il ressort clairement des déclarations d'un grand nombre de nos collègues du monde en voie de développement qui ont pris part à cette discussion, la situation dont je parle est celle que connaissent bien

d'autres pays en développement. Pour nous tous, il est certes peu de choix. En raison de la faiblesse intrinsèque de nos économies, du manque de réserves internationales et des obstacles inévitables à l'obtention rapide de crédits extérieurs considérables, surtout lorsqu'il s'agit de prêts privilégiés, il y a peu de choix. C'est pourquoi, dans la pratique, le choix le plus viable et le plus immédiat doit être, tout au moins en partie, une nouvelle répartition directe ou indirecte des fonds des pays de l'OPEP qui ne sont pas essentiels aux besoins actuels des Etats eux-mêmes en matière de développement.

113. La situation des pays en développement a peut-être été le mieux résumée par les directeurs exécutifs des cinq institutions financières internationales, y compris la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement, dans la déclaration qu'ils ont faite le 13 mars 1974, lorsqu'ils ont déclaré :

"Les pays en développement dans leur ensemble ont besoin de toute urgence d'une aide extérieure supplémentaire sous forme tant d'une assistance à court terme pour éviter des mesures d'ajustement nuisibles que d'un financement à long terme pour les aider dans leur effort de développement. Ils sont aussi d'accord pour penser qu'une grande partie de cette assistance devrait être accordée à des conditions privilégiées. A cet égard, les participants ont souligné à nouveau le fait que les pays avancés ont une responsabilité continue pour ce qui est de fournir des ressources en matière d'aide. En même temps, ils ont fait remarquer que les pays exportateurs de pétrole sont maintenant à même de partager le fardeau de l'effort international, tant par leurs propres méthodes qu'en coopération avec les institutions internationales existantes."

114. Au moment où nous travaillons ici, pendant cette session extraordinaire, avec réalisme et dévouement, en vue d'établir un nouvel ordre économique international, nous devons nous rappeler que si nous ne nous occupons pas en même temps de la situation urgente de dislocation économique dans le monde en voie de développement, la première manifestation de l'ordre nouveau prendra inévitablement, pour environ la moitié de la population du monde, l'apparence d'un recul économique et social plutôt que d'un progrès vers la justice économique et sociale.

115. Bien sûr, il y a de nombreuses indications favorables tant ici, au sein de cette Assemblée, qu'ailleurs, du fait que les pays de l'OPEP sont tout disposés à compenser cette dislocation; mais l'on ne peut trop souligner le fait que la situation des pays en développement est extrêmement grave et qu'ils ont un besoin urgent d'une assistance directe et immédiate – assistance qui ne peut attendre que l'on crée de nouvelles institutions ou que l'on mène à bien des études de faisabilité et d'appréciation des projets, assistance qui doit prendre le caractère de secours d'urgence pour tous ceux qui sont le plus gravement affectés. Pour ces pays, une assistance différée est vraiment une assistance refusée.

116. On a avancé un certain nombre de propositions précises quant à la forme que devrait revêtir cette assistance et aux mécanismes d'application. Je n'entrerai pas dans le détail ici. La Commission spéciale devrait d'urgence prendre

en considération ces propositions en rédigeant son rapport à l'Assemblée, et ma délégation est prête à participer à cet important travail. Entre-temps, au sein de la communauté des pays non alignés et dans le cadre de contacts bilatéraux et multilatéraux, des consultations se déroulent et doivent se poursuivre pendant toute la session — tout particulièrement sur la question des secours d'urgence.

117. Cependant, rien de cela ne doit amoindrir la responsabilité continue, et même la responsabilité accrue qui incombe aux pays développés de continuer à fournir et d'accroître une assistance financière tant par les méthodes traditionnelles que grâce à des mécanismes nouveaux. Plus précisément, un dispositif en vue de distribuer à nouveau des fonds afin d'aider les pays en développement au cours de la crise actuelle ne doit ni réduire ni affecter de façon négative les fonds que ces pays reçoivent du monde industrialisé — que ce soit de sources officielles ou privées, ou par des investissements directs.

118. Dans ce contexte, nous nous réjouissons également des engagements pris par les pays développés qui, surtout dans les déclarations qu'ils ont faites ici, ont fait preuve d'une volonté positive de venir en aide. En fait, c'est d'eux que nous attendons une contribution considérable à des mécanismes multilatéraux d'assistance financière que l'on pourrait créer soit à la suite de nos consultations au cours de la session extraordinaire, soit à la suite de consultations organisées et menées d'autre façon.

119. Si grave et si urgente que soit cette question, cependant, nous ne devons pas nous laisser distraire du but fondamental de l'Assemblée ou des éléments essentiels de la situation qui nous a fait nous réunir. Reconnaissons que si cette session extraordinaire doit marquer le début d'un nouvel ordre économique international, elle ne doit pas le faire simplement sous forme de résolutions et de déclarations, mais en éveillant dans tous les Etats et parmi tous les peuples une conscience du fait que, dans l'intérêt des riches comme des pauvres, de l'Est comme de l'Ouest, les injustices et les inégalités, qui ont rendu la misère si généralisée dans le monde doivent prendre fin si l'on veut que la prospérité soit maintenue où que ce soit, que l'interdépendance n'est pas un concept en rapport uniquement avec des questions spéciales et avec les responsabilités des Etats en développement, mais doit devenir un dogme de la vie internationale si l'on veut éviter que les affrontements économiques ne détruisent les fondements mêmes de la survie sur la planète.

120. Le défi auquel doit faire face la session extraordinaire est réel. Nous savons tous que des résolutions pieuses ne suffiront pas, que le temps est venu d'agir, et d'agir en vue d'un changement fondamental. Les choix que nous avons n'ont trait qu'à la façon d'assurer ce changement — que ce soit par affrontement ou par épuisement, par accommodement ou par accord.

121. Le fait que l'on ait convoqué cette session extraordinaire sous-entend qu'il existe dans la communauté internationale une volonté prépondérante opposée à l'affrontement. Mais au moment où nous recherchons le consensus, tenons tous compte des réalités nouvelles et, avant tout, prenons comme base fondamentale de notre recherche de solutions le fait que nos intérêts nationaux exigent main-

tenant, de façon précise et directe, un système de relations économiques entre Etats qui soit juste et équitable, et qui soit plus progressiste et plus éclairé, plus réaliste et plus en rapport avec notre époque que celui qui s'effondre autour de nous.

122. Reconnaissons qu'un échec ne signifierait pas un simple retour au *statu quo*, avec un léger agrandissement de l'élite du monde et le sacrifice des pays en développement les plus faibles en tant qu'otages du sort. Il en serait ainsi, certes, à court terme; mais cela signifierait également qu'au lieu d'établir, à la présente session extraordinaire, grâce à la négociation et au consensus, les fondations d'un ordre économique vraiment nouveau, nous commencerons, au contraire, une nouvelle phase d'affrontement économique implacable — car le vieux système prend fin et le nouveau qui va le remplacer sera forgé soit par le dialogue, soit par la lutte.

123. Ma délégation s'engage à travailler tout au long de la session en vue de renforcer ces idées et d'obtenir, grâce au dialogue et aux décisions concertées, les décisions qu'elles exigent pour un changement fondamental.

124. M. UMBA-DI-LUTETE (Zaïre) : La délégation du Zaïre a appris tardivement le malheur et le deuil qui frappent nos frères de la Sierra Leone. Au nom de mon pays au nom de ma délégation, je m'associe pleinement à leur malheur et je leur présente mes condoléances les plus sincères.

125. Le 4 octobre 1973, dans cette même enceinte de la salle de l'Assemblée générale, devant ce même auguste et respectable aréopage — je ne sais si c'était là un signe avant-coureur du présent débat historique — le général de corps d'armée Mobutu Sese Seko, président de la République du Zaïre, disait déjà :

“Le monde se divise en deux camps : les dominés et les dominateurs; les exploités et les exploités. Les pays pauvres ne le sont pas par incapacité congénitale; ils le sont par suite de l'histoire qui a fait que certains pays en ont dominé, exploité et pillé d'autres pour s'enrichir. Et c'est de la logique mathématique : quand les riches exploitent les pauvres, les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres⁶.”

Et plus loin, l'illustre orateur de continuer :

“...les pays riches sont en même temps juges et parties, car ce sont eux, et eux seuls, qui fixent le prix de nos matières premières et les prix de leurs produits finis⁷.”

126. Ces inquiétudes étaient à peine exprimées qu'une nouvelle guerre éclatait au Moyen-Orient, mettant ainsi en danger la paix et la sécurité internationales. Forts de l'appui et de la solidarité spontanés que leur ont exprimés les pays du tiers monde, les pays arabes utilisèrent pour la première fois une matière première, un produit de base — le pétrole — comme arme pour détruire le mythe de l'invulnér-

⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Séances plénières, 2140^e séance.*

⁷ *Ibid.*

tabilité et de l'intangibilité de ceux qui, jusqu'à présent, régentaient le monde à leur guise.

127. L'embargo du pétrole — ce dernier étant une des matières premières — a eu des conséquences énormes. Non seulement il a plongé dans l'angoisse les pays dont la civilisation a été tant vantée, mais mieux, son impact a grippé l'appareil de production d'un grand nombre de pays nantis, bouleversé la carte économique du monde et plongé dans le désarroi la société de consommation caractérisée par l'insouciance, le gaspillage des ressources mondiales et son indifférence face aux problèmes cruciaux auxquels se trouvent confrontés les pays pauvres.

128. La crise de l'énergie et ses nombreuses séquelles ont aiguisé la conscience de la communauté internationale et justifié l'urgence de la tenue de la présente session dont l'objectif primordial devrait consister, à notre avis, en la définition d'un nouvel ordre économique international. Cet ordre nouveau implique la souveraineté permanente de chaque Etat sur toutes ses ressources naturelles et l'indépendance économique à réaliser par la disparition progressive de la dichotomie entre, d'une part, un pouvoir politique national et, d'autre part, des pouvoirs économiques à domination étrangère.

129. Au Zaïre, dans l'intervalle, des mesures de zaïrianisation ont été prises, le 30 novembre 1973, par son guide éclairé en vue de compléter le programme d'action économique, tendant ainsi à assurer au peuple le plein exercice de sa souveraineté sur ses ressources naturelles et le contrôle effectif, intégral de toute sa production. Il reste bien entendu que ces mesures visent essentiellement à consolider l'indépendance économique de notre pays.

130. Dans ce contexte, l'initiative, combien heureuse, prise par le président Boumediène s'insère dans les préoccupations d'un Zaïre en pleine mutation, qui entreprend d'énormes efforts pour la réhabilitation de l'homme du tiers monde en lutte pour la récupération de ses richesses, dont il a été longtemps spolié.

131. En souscrivant pleinement à cet appel de l'Algérie, le Zaïre rend un vibrant hommage au président Boumediène, président en exercice du Groupe des pays non alignés, chef d'un Etat avec lequel il partage une communauté d'intérêts et de destin, et à la sagesse et à la clairvoyance de qui nous devons de nous réunir ici. Le Zaïre saisit cette occasion pour saluer la promptitude avec laquelle les Etats Membres de notre Organisation ont répondu favorablement à son appel en vue de tenir la présente session.

132. La délégation zaïroise tient par ailleurs à renouveler ses félicitations au Président de cette session extraordinaire et demeure persuadée que, en dépit de la complexité du sujet, et grâce à son habileté, nos débats aboutiront à une issue heureuse et satisfaisante.

133. La présente session extraordinaire de l'Assemblée générale est l'aboutissement d'une longue lutte des pays exploités en vue d'une libération économique totale. Elle est le résultat d'un long processus de décolonisation totale, conduisant à l'élimination des causes essentielles de l'exploitation et à la création d'un système international approprié

où la coopération entre les Etats se fera sur un pied d'égalité et sur la base des intérêts bien compris de tous.

134. Malheureusement, le diagnostic des deux dernières décennies de la situation du commerce international révèle la situation suivante : premièrement, l'instabilité chronique des marchés mondiaux des produits de base que favorisent les fluctuations des cours, lesquelles perturbent en conséquence l'exécution des plans de développement économique et social des pays sous-équipés; deuxièmement, la hausse vertigineuse et continue des prix des produits manufacturés, en dépit de la stagnation des cours des produits de base; troisièmement, l'absence de rapport entre la croissance de la valeur des produits manufacturés et celle des produits de base ayant servi à leur transformation; quatrièmement, la fixation unilatérale des prix des matières premières par les pays acheteurs; cinquièmement, l'aggravation marquée des difficultés des balances de paiements qui se posent aux pays sous-équipés, cette aggravation étant due en partie au renchérissement des produits alimentaires, des engrais, des carburants importés, des services et des assurances et à l'alourdissement de l'endettement extérieur; sixièmement, le coût sans cesse croissant du transport et du fret maritime exerçant un effet négatif sur l'économie des pays sous-équipés; septièmement, l'instabilité du système monétaire international, qui est elle-même renforcée par la spéculation; et, enfin, huitièmement, l'absence des échanges commerciaux entre les pays du tiers monde.

135. Si certaines études faites récemment révèlent une certaine amélioration des termes de l'échange pour les deux dernières années, cela ne nous conduit pas, hélas, à un optimisme sans réserve. En effet, il conviendrait d'avoir présent à l'esprit que deux années d'une amélioration conjoncturelle ne peuvent compenser le manque à gagner subi par le tiers monde pendant des décennies de détérioration. Il importe aussi de retenir que cette amélioration ne touche qu'un nombre limité de produits. Nous savons également qu'en raison des éléments conjoncturels, une chute pourrait toujours rapidement succéder à cette hausse, mettant ainsi les Etats producteurs dans l'impossibilité de pouvoir élaborer des plans de développement à long terme.

136. Par exemple, dans le cas du cuivre, force est de constater que, dans le passé et à plusieurs reprises, un prix artificiellement bas nous a été imposé de l'extérieur.

137. Si on les mesure en valeur réelle, les hausses récentes ne font que rattraper des niveaux atteints il y a de nombreuses années, sans compenser les pertes de substance que nos pays ont encourues dans l'intervalle. Dans ces conditions, on comprendra que les pays du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre, en coopération avec d'autres pays, soient résolus à renforcer encore davantage la coordination des politiques des producteurs afin d'éviter à l'avenir la spéculation sur les prix. Pour cela, nous sommes décidés à mener à bien toutes les actions possibles afin de soustraire progressivement l'évolution des prix à ces facteurs incontrôlables.

138. L'interprétation des lois économiques sur le marché mondial semble varier selon le sens dans lequel fluctuent les prix des matières premières produites par les pays sous-équipés; leur stagnation ou leur baisse est assimilée à la santé économique du monde, et leur relèvement à une crise.

L'exemple du pétrole est là pour l'illustrer. Il a suffi que les producteurs de cette matière première aient décidé d'en réajuster le prix pour qu'automatiquement l'expression "crise de l'énergie" défraye les chroniques économiques.

139. Dans ce même ordre d'idées, on peut citer le cas du blé, denrée de nécessité vitale s'il en est. Cette céréale a vu son prix quintupler sans que la moindre protestation ne soit élevée par les pays riches qui la produisent et la vendent dans le monde entier. Il en est de même du cas des produits finis, dont la spirale des prix ne cesse de monter, mois après mois, année après année, à la grande satisfaction des pays développés.

140. Du reste, il en est de même dans le domaine politique. Un gouvernement des pays sous-équipés vient-il à rencontrer quelques difficultés, même de gravité mineure, on voit automatiquement la machine de la propagande impérialiste et néo-colonialiste déclencher aussitôt un tollé général sur toutes les chaînes de radio et télévision, nationales et internationales. Par contre, les désordres socio-économiques allant jusqu'au renversement de gouvernements viennent-ils à se produire, comme ce fut le cas récemment en Europe de l'Ouest, cette même presse entonne complaisamment l'hymne à la démocratie.

141. Avouons que tout cela, c'est de la comédie.

142. Non seulement les pays pauvres sont victimes de la détérioration des termes de l'échange, résultat des manifestations spéculatives favorisant souvent la baisse des prix des matières premières et les augmentations des produits manufacturés, mais ils subissent aussi les perturbations que leur imposent les désordres sociaux dans les pays industrialisés.

143. Les grèves et les réductions des horaires de travail se répercutent sur les économies des pays sous-équipés sous forme de retards dans les délais de livraison des biens d'équipement sollicités par les pays sous-équipés et sous forme de réduction, en général, de l'offre des produits finis, ce qui entraîne automatiquement une nouvelle augmentation des prix des biens industriels. La conséquence des retards dans les livraisons des biens d'équipement engendre le retard du développement, tandis que celle de la réduction de l'offre des produits finis alourdit les efforts de développement consentis par les pays sous-équipés.

144. Par contre, les industries des pays sous-équipés ont toujours été en mesure d'honorer leurs engagements de livraison vis-à-vis de leurs partenaires.

145. L'époque que nous vivons est marquée par la rapidité de la circulation des informations. Aujourd'hui, à l'instant même où se tiennent ces assises, contrastant avec la situation anarchique qui prévaut dans le monde industrialisé, au Zaïre, mon pays, le rythme du travail n'a jamais été interrompu depuis bientôt neuf ans de calme et de stabilité. Permettez-moi, pour illustrer mon propos, de donner à cette Assemblée deux exemples qui viennent alimenter la réflexion de nos débats.

146. Il y a quelques années, mon pays a passé commande d'une raffinerie de pétrole. Son coût initial était fixé à 6 500 000 dollars. A l'inauguration de la raffinerie, le

montant avait déjà atteint la somme de 13 millions de dollars, passant ainsi du simple au double.

147. Le deuxième cas se réfère à la commande de 500 autobus que mon pays a passée dans un pays industrialisé, au moment où il devait renforcer le réseau de transports urbains. Peu de temps après, à la faveur des crises de tous genres dans ce pays, la semaine de travail était réduite tantôt à trois jours, tantôt à deux jours; plusieurs mois se sont écoulés sans qu'un seul véhicule n'ait été livré.

148. Ces exemples, puisés dans le train quotidien de la vie, mettent à nu un phénomène d'un genre nouveau : le chaos social qui est le lot du monde industrialisé et qui, en se répercutant sur nos jeunes Etats, est de nature à freiner l'élan du développement économique et social de nos peuples.

149. Comme je l'ai dit plus haut, les institutions économiques internationales telles qu'elles sont conçues actuellement ne cadrent plus avec les objectifs de développement de nos jeunes Etats. Elles sont de nature à perpétuer l'iniquité qui caractérise le commerce international. Le système de vote dans les institutions de Bretton Woods donne un avantage exorbitant aux pays riches, entre autre par le truchement du mécanisme de pondération des voix. Le système des droits de tirage spéciaux ne fonctionne pratiquement qu'en faveur des économies des pays les plus riches.

150. Les derniers développements de la situation monétaire internationale impliquent en conséquence la mise en place d'un nouveau système monétaire international équitable et durable. Ce nouveau système monétaire international devrait tenir compte des intérêts de la communauté internationale dans son ensemble. Il devrait découler d'un nouvel accord qui prenne en considération les profonds bouleversements qui se sont produits depuis les Accords de Bretton Woods. En outre, il devra assurer une participation effective des pays sous-équipés au processus de prise de décision par l'adoption d'un système adéquat de répartition des voix.

151. Dans le domaine des transports maritimes, les pays producteurs de matières premières recherchent une participation plus large aux opérations de fret et d'assurance, de manière à accroître de façon permanente le volume et la rentabilité de leur commerce et à améliorer leur balance des paiements. Leur présence est requise aux consultations dans les conférences maritimes où la fixation des taux de fret, des surcharges et des fréquences est opérée. A ce sujet, l'application stricte de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes, telle qu'elle a été adoptée à Genève, le 6 avril 1974, est exigée.

M. Benites (Equateur) reprend la présidence.

152. Quant au GATT, dont les règles régissent actuellement le commerce mondial de 93 pays, dont 78 parties contractantes et 15 pays non membres, il tend à fermer les yeux sur l'inégalité de développement entre ses partenaires équipés et sous-équipés. Les règles du GATT n'ont pas réussi à provoquer un accroissement notable des recettes d'exportation des pays sous-équipés, recettes dont ils ont pourtant un si grand besoin pour leur équipement.

153. Comme on le sait, la philosophie du GATT repose en effet sur un abaissement des tarifs douaniers sur une base réciproque et multilatérale — c'est la fameuse clause de la nation la plus favorisée, le recours au tarif douanier comme moyen de protection des industries nationales et leur consolidation, la réciprocité entre ses membres et la négociation et les consultations sur une base égalitaire entre ses partenaires inégaux. Or, que constate-t-on? c'est que la mise en application de ces règles appelle les remarques suivantes : premièrement, l'abaissement du tarif entre pays industrialisés favorise uniquement le commerce des produits manufacturés entre eux; deuxièmement, une concurrence loyale ne peut exister véritablement qu'entre partenaires égaux; or, dans le cas présent, les pays riches écrasent toujours les pays pauvres; troisièmement, la réciprocité est un leurre, car elle ne protège pas les industries naissantes des pays sous-équipés, pas plus qu'elle ne les aide à se développer; quatrièmement, la négociation sera toujours vouée à l'échec en ce qui concerne les pays sous-équipés tant que ces derniers seront toujours tenus à l'écart des mécanismes de fixation des prix; cinquièmement, dans sa composition même, le GATT n'est pas universel puisqu'il tient à l'écart des grands pays tels que l'Union soviétique et la Chine.

154. Tout cela prouve suffisamment l'anachronisme du système du GATT qui, du reste, a été conçu comme un club des grandes nations commerçantes.

155. Quant à la CNUCED, elle a examiné les problèmes touchant le commerce international des produits de base sous le triple angle, premièrement, de l'accès au marché des pays développés, deuxièmement de la politique des prix pratiqués sur le marché international et, troisièmement, de la diversification des produits.

156. Dans la Déclaration de Lima de 1971⁸, les pays sous-équipés invitaient les pays équipés à observer la règle du *statu quo* en ce qui concerne les obstacles tarifaires et non tarifaires. Par la suite, ces obstacles, y compris les charges fiscales et autres sur les produits primaires bruts et semi-finis, devaient être éliminés.

157. L'amélioration de l'accès des produits primaires aux marchés des pays industrialisés devait donc être atteinte, premièrement, par la suppression ou la réduction des droits à l'importation et autres obstacles au commerce et, deuxièmement, par la modification de certaines mesures de politique commerciale, telles que les subventions, qui encouragent la production non rentable des produits de base dans les pays développés.

158. S'agissant de la politique des prix suivie par la CNUCED, ses objectifs étaient d'assurer des prix stables, équitables et rémunérateurs, notamment par le financement des stocks régulateurs et des plans de réserve pour la stabilisation des prix à la charge des pays développés. Si l'on sait que les produits primaires constituent encore à l'heure actuelle près des neuf dixièmes du commerce d'exportation des pays sous-équipés et que leurs recettes en devises dépendent pour la plupart d'entre eux de ce commerce, l'on comprendra alors pourquoi les pays en voie de développement attachent une si grande importance à cette question.

⁸ Déclaration adoptée par le Groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement, à Lima, le 7 novembre 1971.

159. En ce qui concerne la diversification, elle se situe au cœur même de la transformation des structures à opérer dans l'économie des pays sous-équipés. Elle soulève en effet la question d'aménagement parallèle ou consécutif dans l'économie des pays équipés et celle des produits synthétiques et de remplacement. Quant à nous, peuples des pays sous-équipés, nous avons toujours lutté pour une diversification, à la fois horizontale et surtout verticale, prévoyant la transformation plus ou moins poussée des produits qui sont trouvés chez nous. Dans ces divers domaines, la CNUCED a déjà abattu un grand travail d'analyse au sein de ses commissions principales. Cependant, la volonté politique pour exécuter les engagements pris par la communauté internationale à la CNUCED et dans d'autres organismes fait malheureusement défaut.

160. S'agissant des accords sur les produits de base visant, premièrement, à long terme, la fixation des prix stables et équitables, deuxièmement, à court terme, l'élimination des fluctuations, la délégation du Zaïre estime que de tels accords comportent des lacunes importantes. Ils ignorent en effet les problèmes de l'accès aux marchés et de la revalorisation des prix des matières premières.

161. Abordant le chapitre de l'aide, un des domaines qui aurait pu constituer un terrain où s'exerceraient les idéaux d'altruisme et un test de générosité des pays nantis pour faire bénéficier nos jeunes Etats des bienfaits de la science et de la technique, on constate aussi que l'aide financière et l'assistance en personnel ont servi, hélas, à une exploitation d'autant plus dangereuse qu'elle se présente souvent sous un voile désintéressé.

162. Dans bien des cas, l'assistance qui, en définitive, se réduit à une espèce d'autofinancement des pays riches, mène avant tout les pays donateurs à en profiter. Tel un boomerang, l'aide, au lieu de contribuer à l'équipement des pays, a abouti au contraire à la désolidarisation entre les pays industrialisés et les pays pauvres.

163. Pour être adéquate, l'assistance des pays riches doit contribuer effectivement au développement des pays moins nantis. La solidarité internationale doit donc jouer en faveur d'une augmentation substantielle de l'aide aux pays sous-équipés dans la réalisation de leurs plans et projets de développement.

164. L'accroissement continu des exportations des matières premières vers les pays industrialisés en vue d'augmenter le volume des recettes d'exportation n'a pas, jusqu'ici, suscité un grand intérêt à l'industrialisation des pays producteurs de matières premières. Malgré l'existence de nombreux obstacles, érigés en grande partie par les pays industrialisés pour sauvegarder leurs intérêts égoïstes, les pays producteurs de matières premières devraient s'atteler à l'élaboration d'un programme d'action. Ce programme viserait à transformer progressivement sur leurs propres territoires leurs ressources naturelles, ce qui, à coup sûr, accroîtrait la plus-value de leurs produits et freinerait ce mal du siècle qu'est la détérioration des termes de l'échange.

165. La présente session de l'Assemblée générale devrait promouvoir l'idée d'une coopération industrielle. Celle-ci serait basée non seulement sur le financement des projets industriels et l'investissement mais également, et surtout,

sur l'idée d'un transfert de l'Europe et des autres pays industrialisés vers nos Etats, d'industries qui pourraient se développer et prospérer, compte tenu de nos ressources en matières premières et des conditions optimales que nous offrons pour une telle expansion.

166. La coopération entre le monde développé et le tiers monde dans le domaine industriel devrait davantage contribuer à la reconversion des structures des économies sous-équipées, cette reconversion impliquant le transfert vers le tiers monde de certaines activités fondées sur la transformation des matières premières et des ressources du sous-sol. L'implantation d'entreprises industrielles doit pouvoir associer les matières premières, les ressources humaines, les capitaux, la technologie et les réseaux commerciaux internationaux. Ce phénomène contribuera à développer l'activité industrielle destinée à l'exportation en même temps qu'elle permet la création d'une industrie créatrice de nouveaux emplois.

167. Dans le cadre d'une coopération véritable, une division internationale du travail acceptable serait celle assurant le transfert d'industries liées à nos matières premières et accompagnées d'un transfert des techniques et de la technologie. Même si les pays producteurs de matières premières réclament l'intervention de la coopération internationale par le biais d'une mise en application rapide des mesures prévues en matière de transfert des techniques — dans le cadre, bien sûr, de la Stratégie internationale du développement —, il n'en reste pas moins vrai qu'ils sont également conscients de la nécessité de créer ou d'améliorer une technologie adaptée aux besoins et aux réalités de leurs propres pays.

168. La communauté internationale devrait par ailleurs : premièrement, mettre fin aux pratiques monopolistes appliquées par les sociétés transnationales par le biais de la répartition des marchés et de la fixation des prix, et réduire les coûts de transfert des techniques vers les pays sous-équipés; deuxièmement, prendre des mesures d'urgence en vue de freiner l'exode des compétences des pays sous-équipés vers les pays nantis.

169. Soucieuse de la réussite des travaux de la présente session, ma délégation, bien que souscrivant à certaines propositions concrètes formulées par un certain nombre d'orateurs qui m'ont précédé, voudrait à son tour apporter sa contribution en suggérant notamment.

170. Premièrement, en ce qui concerne l'ordre économique international nouveau, ma délégation estime que la présente session devrait procéder d'urgence à une transformation radicale de la structure des relations économiques internationales. Cette nouvelle structure reposerait sur l'égalité et l'intérêt mutuel des partenaires, compte dûment tenu de la disparité existant entre les niveaux de développement des pays industrialisés et des pays sous-équipés. Nous suggérons, dans ce cadre, la refonte des institutions économiques internationales dans leurs principes. Pour le Fonds monétaire international, par exemple, le droit de vote devrait être accordé à tous les pays de façon égalitaire tandis que ses ressources contribueraient principalement à l'expansion des économies des pays sous-équipés plutôt qu'au financement des déficits des balances de paiement des pays équipés. Cette remarque vaut également

pour la Banque mondiale. Quant au GATT, dont l'inanité et l'inefficacité ne sont plus à démontrer, nous proposons d'y substituer une organisation internationale du commerce qui comprendrait en son sein deux sections : celle des matières premières et celle des produits manufacturés.

171. Deuxièmement, considérant la détérioration des termes de l'échange, il apparaît impérieux à ma délégation que la présente session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières puisse aboutir enfin à la fixation d'un rapport équitable entre, d'une part, les prix des produits de base, semi-manufacturés et manufacturés, provenant des pays sous-équipés, et, d'autre part, les prix des produits manufacturés, d'équipement et de consommation que ces pays importent des pays équipés. Il s'agira par conséquent de trouver un mécanisme d'indexation des prix des produits de base de manière à les maintenir à des niveaux rémunérateurs, prenant ainsi en considération les niveaux des prix des produits manufacturés importés par les pays sous-équipés.

172. Troisièmement, s'agissant de la stratégie des pays producteurs de matières premières, la solidarité des pays producteurs passera, pour être concrète et efficiente, par un groupement par type de produits. En d'autres mots, nous proposons un syndicat des producteurs, ce qui permettra d'améliorer sensiblement la participation desdits groupes aux conférences internationales en vue de mieux défendre leurs intérêts. A l'instar de l'OPEP, seule organisation des pays producteurs dont le fonctionnement est satisfaisant, ou à tout le moins efficace, le rôle que joueront lesdits groupes se révélera assurément positif dans les orientations des cours de ces produits.

173. Quatrièmement, en vue d'exercer un contrôle effectif sur les mouvements des prix, nous suggérons la mise sur pied d'un fonds de protection des prix des produits de base, qui aurait pour rôle à la fois de maintenir les prix à des niveaux satisfaisants et de contribuer positivement à la transformation des produits de base en produits de plus en plus élaborés.

174. Cinquièmement, l'adoption de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, dont l'élaboration est en cours à la CNUCED, qui garantirait la pleine souveraineté sur les ressources naturelles de chaque Etat et la liberté de se doter d'un régime socio-économique répondant à ses aspirations.

175. Sixièmement, enfin, la communauté internationale ne peut demeurer indifférente à l'égard du sort des pays sous-équipés les plus défavorisés par la nature et dépourvus de tout moyen pour faire face au double feu, d'une part, du renchérissement des matières premières et des produits de base et, d'autre part, de celui toujours en hausse des produits manufacturés.

176. La République du Zaïre souscrira à toute décision que voudra bien prendre la communauté internationale pour soulager les difficultés de ces pays.

177. L'économie et la politique sont intimement liées. Ce serait à coup sûr une dérobade, à l'occasion de cette session consacrée essentiellement aux matières premières, que de taire le gaspillage systématique qu'opèrent, à l'instant même

où se tient la présente session, les colonialistes portugais, les racistes d'Afrique du Sud et les Blancs minoritaires de la Rhodésie et de l'Afrique australe.

178. Au nom d'une prétendue "civilisation occidentale", les Portugais venus d'un pays arriéré d'Europe s'enrichissent exagérément en pillant l'Angola et le Mozambique en vue de relever le niveau de vie de la population du Portugal et de compenser le déficit chronique de leur balance des paiements.

179. La présente Assemblée générale, penchée sur l'examen des questions des matières premières, pourra-t-elle admettre que, lors de leur accès à l'indépendance, les populations de l'Angola et du Mozambique héritent de territoires appauvris ?

180. En Azanie, au Zimbabwe et en Namibie, des racistes venus principalement d'Europe – en général, ils viennent toujours d'Europe ! – exploitent sans vergogne non seulement l'homme noir, réduit à l'esclavage, mais également les immenses ressources qu'ils estiment avoir trouvées providentiellement, méconnaissant ainsi la propriété, la libre disposition et la souveraineté des peuples de ces pays.

181. La lutte héroïque menée par les combattants africains et la victoire éclatante qu'ils remportent de jour en jour, principalement celle de la Guinée-Bissau, méritent d'être saluées par notre Assemblée.

182. Il conviendrait, par voie de conséquence, de prendre des décisions catégoriques en vue de mettre fin à la dilapidation des ressources naturelles de cette partie de l'Afrique encore sous domination coloniale et raciste.

183. Ma délégation propose à cet effet la reconnaissance par les Nations Unies de la souveraineté permanente des peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie, du Zimbabwe, d'Azanie et des autres territoires sous domination coloniale, sur leurs ressources naturelles, à l'instar de la reconnaissance des mouvements de libération africaine comme seuls représentants de leurs peuples.

184. J'ajouterai à cette proposition l'urgence de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et du programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration figurant dans la résolution 2621 (XXV) de l'Assemblée générale.

185. Permettez-moi, en guise de conclusion, de citer un passage du discours de notre président bien-aimé, le général de corps d'armée, Mobutu Sese Seko, prononcé au Caire le 16 février 1974, en réponse au toast offert en son honneur par M. Anouar al-Sadate, président de la République arabe d'Egypte. Ces paroles ont une portée générale et constituent en même temps une invitation pressante à tous les peuples opprimés à resserrer leur solidarité agissante, face au défi des pays riches :

"L'année 1974 sera l'année de la justice et du réajustement. Le monde industrialisé, après avoir étendu sa haute main pendant de longues années sur les richesses naturelles et les matières premières, achetées à vil prix, se

trouve soudain dans une situation inversée, découvrant ainsi le cordon économique qui le rattache étroitement aux pays dits pauvres."

Plus loin, l'illustre orateur continuait :

"A l'heure qu'il est, la démonstration est faite que la contribution la plus importante à l'enrichissement de certaines nations développées est venue des pays sous-équipés ...

"Au moment où de grandes mutations s'opèrent sur l'échiquier international, la concertation des pays producteurs de matières premières s'impose plus que jamais afin que les décisions que nous prenons nous soient mutuellement profitables et ne donnent pas l'occasion à nos ennemis de nous diviser.

"La République du Zaïre croit fermement à la coopération internationale et forme le vœu que celle-ci ira s'accroissant, mais débarrassée de tout facteur de domination, dans le respect des partenaires égaux en droit et pour leur avantage mutuel. Le développement du commerce international équilibré est une nécessité vitale pour la prospérité de tous les peuples et pour la paix dans le monde."

186. Les orateurs qui se sont succédé à cette tribune n'ont pas manqué de souligner le caractère particulier de cette sixième session extraordinaire qui, pour la première fois, a été convoquée pour discuter des problèmes économiques, et ils ont exprimé l'espoir qu'elle aboutirait à un résultat positif. Jusqu'à présent, les innombrables résolutions qui ont été votées dans différentes enceintes n'ont pratiquement connu aucun début d'exécution ni d'application; nous convenons que l'élément qui a toujours fait défaut, c'est cette volonté politique de chacun de nos Etats de mettre en application toutes ces décisions. Aussi, sommes-nous en droit d'espérer qu'à l'issue de nos travaux chaque Etat, chaque gouvernement, se sentira concerné et engagé à exécuter rigoureusement les résolutions et les recommandations qui seront prises dans l'intérêt même de toute la communauté internationale.

187. Est-ce-là un vain espoir ?

188. Non, car le Zaïre pense, au contraire, que l'humanité est assez mûre pour remporter une telle victoire. Si nous arrivons à de tels résultats, alors, comme le disait le président Boumediène, devant cette même tribune [2208ème séance], il ne s'agira pas d'une revanche, d'une victoire du tiers monde ou des pays pauvres; il s'agira simplement, au contraire, de la victoire de l'humanité tout entière. Et, dans cette perspective, la parole appartient évidemment à chacun de nous, à chacun de nos peuples et à chacun de nos gouvernements.

189. M. ARIKPO (Nigéria) [interprétation de l'anglais] : Ma délégation se joint à toutes celles qui ont offert leurs condoléances à la délégation de la Sierra Leone, à l'occasion du décès de M. Ismael Byne Taylor-Kamara qui, tout récemment encore, était le représentant de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies. Je le connaissais personnellement et je n'oublie pas que, peu avant sa nomination à la tête de sa délégation, il avait présidé le

Conseil de sécurité avec beaucoup de talent. Nous nous unissons à nos frères de la Sierra Leone dans leur deuil et nous espérons que sa famille supportera cette grande perte avec courage.

190. Nous avons tous une grande dette de gratitude envers le Président de l'Algérie, M. Houari Boumediène, dont la sagesse et la patience ont été à l'origine de cette session historique.

191. Pour l'homme de la rue, dans le monde entier, l'utilité des Nations Unies se juge surtout sur les résultats qu'elles obtiennent dans les domaines qui affectent le plus la qualité de la vie, comme la santé, l'enseignement, la protection sociale et le développement économique. C'est là, à mes yeux, ce qui fait toute l'importance historique de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée.

192. Pour la première fois dans les annales des Nations Unies, l'Assemblée générale consacre trois semaines à l'étude exclusive de l'ordre économique international. Pendant cette session, si nous réussissons à établir les principes qui régiront des relations économiques nouvelles entre riches et pauvres, forts et faibles, nous ferons naître des nouveaux espoirs parmi tous les peuples du monde. Mais si nous échouons, nous serons à nouveau plongés dans les tribulations et les tragédies des années 1930. Les Nations Unies ne doivent pas permettre que se produise une telle catastrophe mondiale.

193. La tragédie de notre temps, c'est qu'en dépit des progrès politiques des générations passées, l'ordre économique mondial est demeuré étroitement prisonnier de ses origines, qui datent du XIX^e siècle, époque où la puissance militaire et technique permettait de fixer les prix sur le marché mondial. Les pays en développement n'ont cessé de protester, dans toutes les instances internationales, contre un système aussi inique qui permet à une petite partie de la population du monde de jouir de la plus large part de la production et de la richesse mondiales, situation qui ne saurait durer indéfiniment. L'humanité ne peut rester pour toujours divisée en producteurs de matières premières à bon marché et en fabricants de produits manufacturés dispendieux.

194. Le cas des matières premières est le meilleur exemple de la situation injuste qui depuis bien trop longtemps est celle des pays en développement. Premièrement, nos ressources non renouvelables sont exploitées par les sociétés multinationales qui en tirent d'énormes profits. Deuxièmement, ces ressources non renouvelables, ainsi que d'autres produits de base, ont été dans le passé vendues sur les marchés internationaux à des prix sans rapport aucun avec le coût de leur production. Troisièmement, les prix des produits manufacturés et des biens d'équipement que les pays développés nous vendent sont fixés arbitrairement par les fabricants qui ne tiennent nullement compte de la possibilité et de la nécessité des pays en développement d'avoir une économie et un système politique viables. C'est un cercle vicieux : la balance commerciale des pays en développement n'a cessé de se détériorer et l'instabilité des structures politiques, due à l'incapacité des gouvernements des pays en développement de satisfaire les aspirations croissantes de leurs peuples, en sont les résultats évidents.

195. Le Nigéria, comme d'autres pays en développement, a maintes fois souligné le danger que représente pour la paix et la stabilité mondiales un ordre économique caractérisé par l'existence dans un monde unique d'un petit flot d'opulence au milieu d'un océan de pauvreté et de misère. Cependant, lorsque nous avons fait appel à la coopération des pays développés en leur demandant de prendre des mesures pour que les pays en développement profitent des avantages tirés de l'exploitation de leurs ressources naturelles, nous n'avons entendu que de pieuses déclarations sur l'interdépendance des pays développés et des pays en voie de développement. Les pays développés ont l'air de préférer maintenir les rapports actuels de patron à client.

196. C'est dans le contexte de ce refus obstiné de tenir compte des aspirations fondamentales du monde en développement que l'on doit considérer les faits survenus récemment dans le domaine des relations économiques internationales. Mon gouvernement continue de préférer la coopération à l'affrontement pour la solution des problèmes économiques internationaux. La réaction de certains pays industrialisés, toutefois, aux ajustements apportés récemment au prix du pétrole donne malheureusement l'impression qu'ils préfèrent l'affrontement à la coopération fondée sur la reconnaissance des intérêts mutuels du producteur et du consommateur. Les tentatives d'un groupe de consommateurs pour faire pression sur un producteur ou sur un groupe de producteurs d'un produit de base quelconque doivent être condamnées par cette Assemblée comme un retour atavique à la diplomatie de la canonnière, le fort disant au faible : "Nous avons besoin de vos matières premières, mais nous fixerons nous-mêmes le prix auquel vous nous les vendrez; naturellement, nous savons que vous avez vous-mêmes besoin de nos produits, mais nous déciderons nous-mêmes à quel prix vous nous les achèterez".

197. Heureusement, l'initiative du président Boumediène a probablement mis fin à une situation qui, très certainement, aurait mené à un affrontement entre faibles et forts. C'est vraiment un encouragement de voir qu'enfin tous les pays semblent maintenant comprendre que les producteurs et les consommateurs de matières premières ont également intérêt à préserver la stabilité de l'économie mondiale et que des mesures doivent être prises pour protéger cet intérêt. Ma délégation se félicite qu'il en soit ainsi et nous sommes venus à la présente session bien résolus à contribuer à l'adoption des mesures les plus propres à sauvegarder cet intérêt commun.

198. La crise économique actuelle n'a pas été soudaine. Elle n'a pas pour origine l'augmentation du prix du pétrole brut qui s'est produite il y a cinq mois. Elle couvait depuis longtemps. Il existe naturellement une grande différence entre la crise telle que nous la voyions il y a un an et telle que nous la percevons maintenant. A l'époque, on y voyait un problème monétaire dont pâtissaient surtout les pays en développement. Aujourd'hui, les pays industrialisés la considèrent comme une crise de l'énergie créée par les pays en développement producteurs de pétrole. Permettez-moi de dire qu'à moins que nous ne puissions examiner ce problème dans un contexte plus large que celui des besoins immédiats en énergie des pays industrialisés, nous n'arriverons qu'à trouver des palliatifs à un mal beaucoup plus profond. De l'avis de la délégation nigériane, cette session

extraordinaire doit s'efforcer d'élaborer des principes directeurs sur la base desquels il sera possible d'établir de nouvelles relations économiques entre pays développés et pays en développement.

199. Pendant près de 20 ans, et surtout depuis la réunion à Lima du Groupe des Soixante-Dix-Sept pays en voie de développement en 1971, le Nigéria, avec d'autres pays, a essayé de changer l'héritage du colonialisme en insistant pour que l'on recherche des solutions satisfaisantes et équitables aux problèmes économiques internationaux, dans un esprit de coopération et en respectant pleinement la souveraineté et les intérêts de toutes les parties en cause, comme l'exige la Charte de l'Organisation des Nations Unies. Nous avons maintes fois souligné la méfiance que nous inspirent les remèdes économiques préparés dans des clubs exclusifs car, étant donné la nature des choses, de tels remèdes, la plupart du temps, tendent à faire abstraction des intérêts des membres de la communauté internationale qui ne font pas partie des clubs exclusifs. Mon gouvernement croit fermement que les Nations Unies sont l'instance qui se prête le mieux à la solution de problèmes qui ont une portée mondiale. Elles sont l'organisation la plus universelle dont dispose aujourd'hui l'humanité.

200. Les actes des sessions ordinaires de l'Assemblée générale et des première, deuxième et troisième sessions de la CNUCED sont remplis de plaintes des pays en développement au sujet des prix insuffisants et dangereusement fluctuants qu'ils perçoivent pour leurs matières premières, sur lesquels repose leur économie.

201. Ces produits ne leur procurant pas de recettes adéquates et rémunératrices, ils ne peuvent pas importer assez de biens d'équipement pour diversifier leur économie et réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure. En conséquence, les pays en développement continuent de ployer sous le fardeau de déficits chroniques de leur balance des paiements et sous le service extérieur de leur dette, qui ne cesse de croître.

202. Nous savons tous le rôle joué par les sociétés internationales qui manipulent les prix mondiaux des matières premières au désavantage des pays en développement. Cette instabilité chronique des prix des produits de base paralyse le développement de l'agriculture. En outre, l'insuffisance des devises étrangères nécessaires pour l'importation de biens d'équipement ajoute encore à l'infortune des gouvernements des pays en développement qui cherchent à élever leurs populations au-dessus d'un simple niveau de subsistance. L'aide apportée par les pays riches ne suffit pas non plus pour améliorer le sort des pays en développement. Avec le temps, l'aide aux pays en développement a été radicalement réduite et les programmes d'assistance ont, dans bien des cas, été interrompus. Mon propre pays a été une fois victime de cette situation. Le fait que nous n'avons pas reçu l'assistance financière extérieure dont nous avons besoin pour notre plan de développement dans les premières années de notre indépendance a été naturellement pour nous une profonde déception. Le Gouvernement nigérian s'est donc vu obligé de tirer l'amère leçon de cette expérience, à savoir que la pierre angulaire de notre politique économique est qu'il ne faut compter que sur soi-même. Pour ce faire, le Nigéria a été obligé de prendre des mesures pour contrôler l'exploitation et l'usage

de ses ressources naturelles. L'expérience du Nigéria n'est pas unique. Tous les pays en développement ont fait la même.

203. L'échec généralisé des plans des pays en développement a fait ressortir le triste rôle joué par les monopoles étrangers, dont les stratégies à l'échelle mondiale réduisent nos efforts nationaux à presque rien. Il faut prendre des mesures, en conséquence, pour faire disparaître cette domination de l'étranger sur l'économie nationale des pays en développement.

204. Il y a quelques mois encore, le prix du pétrole brut était fixé à un taux très bas grâce aux manipulations des sociétés transnationales géantes. Le prix du pétrole brut du Nigéria est demeuré à moins de 2 dollars par baril pendant 15 ans, en dépit d'augmentations phénoménales du prix des autres matières premières, sans parler de celui des produits manufacturés. Le monopole de la fixation des prix a permis aux pays industrialisés de structurer leurs économies en partant du principe que ce produit de base essentiel resterait indéfiniment à des prix dérisoires. De la sorte, lorsque dernièrement les pays producteurs ont voulu exercer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles en exigeant de pouvoir participer à la fixation des prix du pétrole brut, on nous a accusés, chose étrange, de nous attaquer aux économies des pays industrialisés. Rien n'est plus faux. Les mesures prises par les pays producteurs de pétrole ne font qu'aligner le prix du pétrole sur les augmentations générales des prix mondiaux des matières premières et des produits manufacturés.

205. L'effet de cette augmentation générale des prix qui touche le monde entier peut être amorti surtout dans les pays développés, si leurs gouvernements acceptent de faire des sacrifices et des concessions réalistes. Ainsi, le Gouvernement nigérian, dans son budget de 1974/1975, a dû prendre des mesures fiscales qui ont entraîné une perte de quelque 210 millions de dollars des Etats-Unis dont nous aurions eu grand besoin pour compenser les effets de l'inflation dont pâtit notre population dans les importations. Les pays développés devraient accepter des sacrifices semblables en réduisant les taxes sur les produits pétroliers et en imposant un contrôle plus rigoureux à leurs sociétés pétrolières supranationales, qui toutes ont déclaré des profits énormes.

206. Je citerai l'exemple d'une société, qui a déclaré un bénéfice, après déduction des taxes, de 320 millions de livres sterling en une année. Combien de temps faudra-t-il à cette société pour amortir son capital ? De toute évidence, ces profits énormes se font aux dépens des consommateurs de ces pays et, à mon avis, leurs gouvernements devraient empêcher des bénéfices aussi astronomiques.

207. Le Nigéria, comme d'autres pays producteurs de pétrole, n'ignore pas les difficultés sérieuses auxquelles se heurtent certains pays en développement, du fait de l'augmentation générale du prix du pétrole. Mon gouvernement partage le désir de la communauté internationale de prendre d'urgence des mesures propres à leur venir en aide. En fait, le Gouvernement nigérian a pris et continue de prendre des décisions visant à aider nos voisins dans leurs difficultés.

208. Le Gouvernement nigérian, en étroite collaboration avec d'autres membres de l'OPEP, recherche les meilleurs moyens de contribuer à l'aide aux pays en développement dont les économies sont menacées de dislocation. Notre contribution à l'effort international ne sera limitée que par l'insuffisance de nos ressources. Le Nigéria est un nouveau venu dans la production du pétrole et nos recettes sont encore modestes. Nous sommes encore engagés dans un gigantesque programme de reconstruction à la suite d'une grave crise interne. Nous faisons face au problème de la sécheresse qui a affecté 15 millions de Nigériens dans le nord du pays, auxquels le gouvernement a dû porter secours d'urgence. Les ressources financières dont dispose le Gouvernement du Nigéria sont loin d'être suffisantes pour faire face à nos besoins nationaux urgents et pour permettre le développement de l'infrastructure de notre économie. Malgré tout, notre gouvernement ne perd pas de vue qu'il a des obligations envers la communauté internationale et participera à toute action visant à améliorer la situation des autres pays en développement.

209. Quelque forme que revête l'assistance internationale, elle ne peut apporter qu'un soulagement temporaire. Il faut trouver, et de façon urgente, une solution plus durable à la vulnérabilité des économies de tous les pays en développement. Car, nous tous, dans les pays en développement, préférons obtenir des termes d'échange meilleurs, résultant de l'accroissement de nos gains et une coopération industrielle plus significative que des aumônes périodiques.

210. J'illustrerai mieux ce dont je parle en rappelant les négociations qui se déroulent actuellement entre la Communauté économique européenne (CEE) et les Etats d'Afrique, des Antilles et du Pacifique. Le Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, M. Walter Scheel [2209^{ème} séance] président du Conseil des ministres de la CEE, a fait allusion à ces négociations. Tout le monde sait que le Nigéria a le devoir et l'honneur d'agir en tant que porte-parole des pays d'Afrique, des Antilles et du Pacifique à ces négociations. Puis-je également insister sur le fait que, bien qu'ils appartiennent à trois zones géographiques différentes du monde, ces pays négocient avec la CEE comme un groupe unique, du fait qu'ils estiment avoir des destinées communes. Le but fondamental de ce groupe de pays est de conclure un accord d'ensemble fondé sur le principe d'une coopération économique avantageuse pour tous. Une telle coopération devra être étendue et viser à réduire les déséquilibres structurels dans certains des secteurs critiques de nos économies nationales.

211. A cette fin, les pays négociateurs ont présenté à la CEE les propositions suivantes : premièrement, accès libre et illimité pour tous leurs produits agricoles, manufacturés et semi-manufacturés, que ces produits entrent ou non dans la politique agricole commune de la communauté. Dans ce but, ils cherchent à modifier les règles actuelles sur l'origine ainsi que les barrières non tarifaires qui restreignent l'accès de leurs produits dans la CEE; deuxièmement, stabilisation des gains d'exportation par, entre autres, la garantie de prix rémunérateurs pour leurs produits; et troisièmement, coopération industrielle très large qui s'exprimera par le transfert libre de la technique, l'adaptation de celle-ci aux besoins et aux demandes particuliers des pays en développement et par l'ajustement des types de production qui

permettront une division rationnelle du travail entre les pays en développement, d'une part, et la CEE, d'autre part.

212. Ces propositions, pour modestes qu'elles soient, visent à établir la base d'un ordre économique nouveau dont les pays en développement et les pays développés bénéficieront. Malheureusement, elles n'ont pas suscité le genre de réaction chaleureuse qui aurait témoigné d'un enthousiasme égal de la part de la CEE à l'égard d'un ordre économique mondial restructuré.

213. J'espère que cette session extraordinaire modifiera les positions et que l'un de ses résultats les plus immédiats sera la manifestation tangible par la CEE de sa compréhension des aspirations légitimes des pays d'Afrique, des Antilles et du Pacifique, car ces aspirations expriment le point de vue des pays en développement en général.

214. Enfin, la stabilité des relations économiques mondiales est impossible sans la mise sur pied d'urgence de la réforme du système monétaire international. En faisant ces recommandations finales sur les divers problèmes qui se posent à lui, le Comité de réforme du Fonds monétaire international devrait s'assurer que les propositions faites par les pays en développement, particulièrement celles concernant la nécessité de faciliter le transfert des ressources réelles aux pays en développement, l'établissement d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement ainsi que la fourniture de liquidités suffisantes, reçoivent l'attention qui leur est due.

215. Il est impossible que cette session extraordinaire de l'Assemblée générale trouve des solutions définitives à tous les problèmes qui se posent à elle dans la courte période de trois semaines dont elle dispose. Notre devoir doit être d'établir des directives précises en vue d'une action ultérieure destinée à créer un nouvel ordre économique. Cela, à notre avis, n'entraîne pas la création d'institutions nouvelles et nous voudrions demander au Secrétaire général de faire rapport sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de ces directives à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

216. Je suis convaincu que nous devons, pour accomplir notre mission à cette session extraordinaire, avoir la sagesse de comprendre que la sauvegarde de notre avenir commun nécessite une modification des sentiments de chacun d'entre nous; nous devons avoir la volonté politique de surmonter nos différences et de respecter les droits légitimes de tous les membres de la communauté internationale. Si nous réussissons dans cet effort, Monsieur le Président, ce sera un hommage rendu à votre direction et à votre brillante contribution à la paix du monde et au bien-être de l'homme, grâce aux services éminents que vous avez rendus non seulement à votre propre pays, mais aux Nations Unies.

Déclaration du représentant de la Sierra Leone

217. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*): Avant d'ajourner cette séance, je donne la parole à M. Desmond Luke, ministre des affaires étrangères de la Sierra Leone, qui souhaite faire une déclaration.

218. M. LUKE (Sierra Leone) [*interprétation de l'anglais*]: Monsieur le Président, c'est pour accomplir un triste

devoir que je viens maintenant à la tribune, c'est pour vous remercier, ainsi que tous les autres orateurs qui ont exprimé leur sympathie à ma délégation, au peuple de la Sierra Leone et au groupe africain à l'occasion du décès subit de M. Ismael Byne Taylor-Kamara qui fut, jusqu'au jour de sa mort, le samedi 13 avril, le représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies. Cette mort constitue pour mon pays une lourde perte. Toutefois, nous trouvons quelque réconfort dans le fait que cette Assemblée rend hommage à la contribution réelle dont l'ambassadeur Taylor-Kamara a fait bénéficier notre Organisation en participant à ses travaux.

219. Le défunt était un avocat éminent, un politicien de talent et un ancien ministre du gouvernement. En 1971, il a rendu à notre Organisation un service éminent alors que, Président du Conseil de sécurité, il conduisit vers le succès les délibérations de cet organe important des Nations Unies.

220. Je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement et au peuple de la Sierra Leone, ainsi qu'à la famille du défunt, les sentiments exprimés par cette Assemblée.

La séance est levée à 18 h 20.